

Boubacar Diawara sur le cnsp et le M5 : Pourquoi le CNSP en veut tant au M5 et quel est le projet politique des militaires pendant et après la transition ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 05 OCTOBRE 2020

701

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

Le M5-RFP trahi par les siens et dribblé par le CNSP



Après ses conjectures dans une « lettre ouverte » : Adam Ba Konaré recadrée par Me Mountaga Tall



Pour sa grandeur : Le M5-RFP doit rester une sentinelle au service du peuple



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE!**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mali : Le M5-RFP trahi par les siens et driblé par le CNSP	P.4
Brèves	Ambassade des États Unis au Mali : Activités culturelles	P.11
	Fraudes financières : Ce que l'Afrique perd par an	P.11
	Côte d'Ivoire : La CPI remet à Laurent Gbagbo et à Charles Blé Goudé leurs passeports	P.11
	Gouvernement Ouane : Qu'est-ce qui bloque ?	P.12
	Référendum en Nouvelle-Calédonie : Le « non » à l'indépendance en tête	P.12
	Affaire créances de la BICIM : Le comité syndical saisit la justice	P.12
	Mali : Affrontements sanglants pour un site d'orpaillage	P.13
	Famas : Le vice-président rencontre la chaîne du commandement militaire	P.13
	Mali : La société civile en pleine réflexion sur la refondation du pays	P.14
Actualité	Lutte contre les préjugés sur l'albinisme : Un accent particulier doit être mis sur la sensibilisation	P.16
	Assurance Maladie : LA CANAM se porte très bien, malgré le contexte difficile	P.17
	Bourses d'études : Combien d'étudiants boursiers et demi-boursiers ?	P.18
Politique	Après ses conjectures dans une « lettre ouverte » : Adam Ba Konaré recadrée par Me Mountaga Tall	P.19
	BOUBACAR DIAWARA SUR LE CNSP ET LE M5 : Pourquoi le CNSP en veut tant au M5 et quel est le projet politique des militaires pendant et après la transition ?	P.20
	Pour sa grandeur : Le M5-RFP doit rester une sentinelle au service du peuple	P.23
	Mise en œuvre de l'Accord : « Priorité de la communauté internationale ».	P.24
	Lettre ouverte de Madame Adam Bah Konaré : Quand Maître Mountaga Tall remet les choses dans leur contexte	P.25
	N'DAW-OUANE : La liberté de choisir	P.26
	CNSP : « Sauveur » ou « fossoyeur » de la nation ?	P.27
Culture & société	Inondation au Mali : A qui la faute ?	P.29
	Fêtes anniversaires au Mali : Entre dépravation des mœurs et escroquerie	P.30
International	Présidentielle 2020: La Fondation Kofi Annan appelle ADO à engager un dialogue national inclusif	P.31
	Présidentielle en Guinée Conakry : Les Nations unies et la Maison de la presse présentent un projet d'appui aux médias	P.34
	PAP 2A : Après les conséquences du Covid-19 et la chute de la croissance 14 712 milliards pour relancer l'économie	P.35
Sport	Meilleur buteur africain en Angleterre : Qui de Salah ou Mané va effacer des tablettes Droghda cette saison ?	P.36
	Équipe nationale de football : Magassouba évasif sur la convocation de Doucouré et Adama Traoré	P.37



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mali : Le M5-RFP trahi par les siens et driblé par le CNSP

La force du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques résidait dans la diversité de ses membres, tous unis pour faire partir le régime d'Ibrahim Boubacar Kéita, IBK. Le Mouvement grâce, en partie, à la personnalité de l'imam Mahmoud Dicko, a su rassembler tous les mécontents de la République lors de ses rassemblements au Monument de l'Indépendance à Bamako. Ils étaient des dizaines de milliers à répondre chaque fois que de besoin au mot d'ordre du M5-RFP, ce qui a été déterminant dans la chute d'IBK. Paradoxalement, c'est cette diversité au sein du M5-RFP qui aura été sa faiblesse car il y avait autant de leaders que de présidentiables et de « Premier ministrables ». Il est dommage pour le M5-RFP de n'avoir

pas su se mettre d'accord sur un ou trois personnalités de ses rangs en vue de briguer la présidence de la Transition et le poste de Premier ministre. Mais laisser ses compétences s'exprimer n'était-il pas le prix à payer pour maintenir la cohésion du mouvement ? Dans un des précédents numéros de Malikilé nous écrivions qu'il y avait trop de leaders au M5-RFP même si Choguel Kokalla Maïga a fini par être présenté comme le Président du Comité Stratégique et qu'il était le seul à communiquer avec la presse pour rendre compte des résultats des consultations au sein du Mouvement. Cependant, lors des différents rassemblements populaires, chaque leader du M5-RFP prenait la parole et il advenait que les idées se contredisaient d'un orateur à l'autre.

C'était le signe d'une absence de coordination au sein du Mouvement, absence qui mettait en évidence des rivalités qui ne pouvaient que nuire à la cohésion du groupe. Tant que tous étaient unis dans la volonté commune de chasser IBK du pouvoir, les leaders du M5-RFP ont pu voiler les rivalités internes lesquelles referont surface à la chute de l'ennemi commun.

En effet, il est apparu aux lendemains du 18 août 2020, date de la démission d'IBK et de son régime, de profondes dissensions au sein du M5-RFP lesquelles ont montré qu'il n'y a jamais eu de concertations préalables sur la suite des opérations. Pire, il semble que la question du leadership au sein du Mouvement ne se soit jamais posée ou n'aurait pas été résolue. Sinon comment comprendre que le Coordinateur des Mouvements et Association de soutien à l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) ait pu déclarer que « le M5 est mort de sa belle mort », lui qui, d'après les sources dignes de foi, était candidat à la Primature, comment comprendre donc cette situation autrement que le Mouvement n'était pas totalement soudé ? C'est cette faiblesse au sein du Mouvement qui sera son « Talon d'Achille » et que le Comité National pour le Salut du Peuple



(CNSP) va exploiter à fond.

A vrai dire, le CNSP avait montré dès le départ sa volonté de s'emparer de tout le pouvoir et les dissensions au sein du M5-RFP n'ont été qu'un alibi pour atteindre cet objectif. En fait les militaires n'ont vraiment jamais eu l'intention de partager le pouvoir. Cela s'est révélé dans leur volonté de créer le poste de Vice-Président de la Transition taillé à la mesure de leur chef Assimi Goïta. Ce dernier, pour mieux contrôler la situation, est présent même aux audiences du Président de la Transition. C'est pourquoi, même si le M5-RFP n'a pas su résoudre la question du leadership au sein de son groupe, le CNSP n'a pas fait montre de sa disponibilité à travailler avec le Mouvement. Il aura fallu la protestation du Comité stratégique du mouvement pour être reçu par la junte. Malgré tout, le traitement fait au M5-RFP par les militaires depuis les concertations jusqu'à la nomination du Président et du Premier ministre de la Transition démontre la forfaiture du CNSP.

Les militaires de Kati ont tout fait pour ne pas inclure le M5-RFP dans son programme de gouvernance de la Transition. Cependant il faut admettre qu'ils ont été aidés en cela par des trahisons au sein du Mouvement historique. En effet, après la chute d'IBK, des leaders du M5-RFP auraient tenté de négocier individuellement la place de Premier ministre au détriment du Mouvement. Si Assimi Goïta et ses compagnons avaient vraiment voulu nommer le Premier ministre dans les rangs du M5-RFP, ils auraient procédé autrement. Par exemple en ayant une discussion franche sur tous les organes de la Transition (Président, Premier

ministre, gouvernement, Conseil National de Transition) et sur ceux en charge de les incarner.

Il faut noter également que l'imam Mahmoud Dicko n'a pas été d'un grand soutien pour les leaders du M5-RFP. Au contraire celui qui est présenté comme l'autorité morale du Mouvement aura pesé de tout son poids auprès des militaires pour que le poste de Premier ministre ne revienne pas au Mouvement historique. Certes Mahmoud Dicko a publiquement déclaré après le départ d'IBK qu'il retournait dans sa mosquée, cependant des sources dignes de foi déclarent qu'il aurait proposé ou à tout le moins avalisé la nomination de Moctar Ouane comme Premier ministre. Les mêmes sources indiquent que l'imam ne serait pas favorable à la participation du M5-RFP à la gestion de la Transition, en tout cas pas aux postes de di-

rection. Ainsi le Mouvement historique apparaît comme la victime de grandes machinations tant au plus haut niveau de la hiérarchie militaire qu'en son sein. Malikilé, comme annoncé, reviendra sur toutes ces manœuvres après la publication de la liste des membres du gouvernement.

La question qui vient à l'esprit de tous ceux qui ont porté le M5-RFP est quel rôle jouera le Mouvement historique dans la Transition. C'est pourquoi les Maliens sont attentifs à la formation du Gouvernement de Transition et aux éventuels postes qui seront dévolus au M5-RFP dont certains leaders sont ouvertement opposés à l'Accord de paix dans ses termes actuels ou défavorables à la France et feraient peur dans certains milieux ? Tout porte donc à croire que le M5-RFP trahi par les siens sera marginalisé surtout si l'on évalue tout ce qui s'est passé depuis cette journée mémorable du 21 août 2020 quand des membres du CNSP sont venus à la rencontre du Peuple malien au Monument de l'Indépendance à Bamako pour lui rendre hommage dans sa lutte contre le pouvoir alors en place et dans la chute d'IBK. Les coups bas, les parjures, la forfaiture qui ont jusque-là permis d'écarter le M5-RFP de la gestion du pays sont les signes d'un complot ourdi à tous les niveaux pour écarter le Mouvement historique du pouvoir. La composition du futur Gouvernement de la Transition permettra de clarifier toutes les zones d'ombre de cette histoire abracadabrantesque. Le sort du M5 et celui de la Transition sont en jeu.

■ Diala Thiény Konaté



RFI Afrique

Depuis la validation de la candidature d'Alasane Ouattara pour un troisième mandat et le rejet de celles de Guillaume Soro et Laurent Gbagbo - entre autres - l'opposition n'entend pas rester silencieuse face à ce qu'elle qualifie de « forfaiture ». Ce samedi, à Cocody, le PDCI a tenu une réunion pour dénoncer la situation politique et organiser les prochaines mobilisations de « désobéissance civile ».



Dans le cadre de l'élection présidentielle prévue le 18 octobre prochain, une mission conjointe de diplomates et partenaires de la Guinée a quitté Conakry hier, vendredi, après y avoir passé quelques jours. Objectif, tenter de ramener la confiance entre tous les acteurs impliqués dans le processus électoral, mais aussi, voir de près la situation d'avancement des préparatifs pour un scrutin inclusif, équitable et juste.



Amadou Tieoule Diarra

RENCONTRE D'ÉCHANGES UJAO SUR LES INFRACTIONS COMMISES PAR VOIE DE PRESSE. DAKAR 2007.

Le Juge Malick Lamotte alors Président de la Chambre correctionnelle du Tribunal hors classe de Dakar, le Juge Boubacar NDIAYE alors Directeur de l'École de la Magistrature du Sénégal et Maître ATDIARRA.

Trois Conférenciers sur les sujets de droit.
L'expérience vécue a toujours précédé la théorie mais la théorie a la prétention de normaliser l'expérience » [ATDIARRA]



Jeune Afrique

Des habitants du cercle de Koro, dans la région de Mopti, ont signé une « paix » encore fragile avec les jihadistes présents dans la zone. Si l'accalmie est bien là, cet accord est vivement critiqué, notamment par la milice Dan Na Ambassagou.



L'ESSOR

Les Oranges de Korofina représenteront la Ligue de football du District de Bamako au tournoi de montée en première division qui démarre ce lundi 5 octobre 2020



Amadou Tieoule Diarra



Nos œuvres nous immortalisent. Il était le Père de toutes et tous. Maliens, Africains comme franco-libanais. Dommage qu'il ne m'a pas vu en Robe! Dès 1981 il déposa mon dossier à l'ordre des Avocats du Mali. Seydou Diatigui (que Dieu lui réserve le Paradis) de passage à Dakar me mit la puce à l'oreille. «Fais gaffe Doyen. Tu atterris à Bko Moussa Traoré t'arrête. Toi et Souleymane Koné il ya rapports accablants sur vous.» Dilemme! Bakoroba ne me voit pas!

Mon élection à la tête de L'ASMD l'avait préoccupé. Malgré tout il m'accorda le bénéfice de l'envoi des publications maliennes par Vieux Pampala (Mohamed Diatigui).

Bako s'était éloigné de la politique. Les tristes souvenirs des Années 45-60. Les adversités politiques. A Kayes instructions avaient été données de ne pas le prendre en Taxis. Il était PSP. Diawoye Coulibaly, Demba Barry, Tiéblen Diarra l'ont rejoint. J'étais à 11 ans un garçon averti. Je prenais la Parole aux Manifs du PSP devant la porte de TintinMoussa Macalou le Père de L'Honorable Hamadi.

Il nous arrivait de parler de Louis Bégat, Hamounet Dicko et Bocar Gatta Sow tous Députés PSP. J'ai servi sous ce dernier comme Instituteur à Djiyo(Kolokani)

La reconversion au RDA a été intégrale après sa victoire sur le PSP. Vint le 22 Août 66. À 17 ans j'étais avec l'équipe révolutionnaire(Sidiki Touré, Adama Mariko...) qui a reçu Tati Keita chargé de Kayes. La menace des contre-révolutionnaires de déporter Bassaro et moi à Kidal est anéantie avec l'arrivée de Tati. À Bamako Bako s'adressa à qui de droit. Le CLDR de Kayes naquit.

Nous eûmes 4 entretiens en dehors des Humains sauf Dieu. Un à Dakar et 3 à Bko dont un en déjeuner. Le procès de Diatigui Pleah à Sikasso. Je n'étais pas Avocat.

- Il reçut le Bâtonnier Magatte Seye. Les temps chauds de l'après GMT. Magatte n'avait peur de rien à l'époque. J'ai voulu sortir. Bako me dit asseoids-toi. Il parla à Magatte et il devint mon frère. Ce statut prime en toute chose pour moi.

- J'ai décidé de travailler avec M'BAM. Il me le concéda. J'arbore la Robe en décembre 95, un an après son décès. Et je prononçai la 1ère Conférence sur sa vie à l'ENA en présence de Babou qui est mon Référent en matière d'intégrité morale et de lutte. Je surprends l'auditoire notamment familial. J'ai sorti les écrits de Maître Tiémoko Diatigui Diarra alors PG parus dans la plus grande prestigieuse Revue scientifique (Cf.cicontre). En 1969 «1. L'organisation judiciaire du Mali en matière pénale 2. La Justice administrative au Mali »

En 1972 « Les successions au Mali » . Je dois ce succès à l'Université de Bordeaux et le CEAN qui m'ont offert en décembre 94 rentré au MALI 127 ouvrages à travers l'Association Kaléidoscope.

Dors en PAIX! Voici la Promotion 96 qui a porté Ton célèbre Nom. Parmi EUX des futurs Dirigeants-es du Mali. Pourquoi pas Chefs d'État et de gouvernement. Amen!

PINAL



se sent inquiet à Somadougou, Mopti, Mali CENTRE DU MALI

QUI SONT LES HOMMES ARMÉS QUI EXTIRPENT DE PAISIBLES CITOYENS DANS LES VÉHICULES DE TRANSPORT ?

Selon des sources et des informations recoupées de part et d'autres, ces criminels appartiennent à un autre groupe de chasseurs proche, qui serait de DANA AMASSAGO, appelé "FATO CAMP" qui veut dire : CAMP DES FOUS en Bamanakan. Il est composé de quelques anciens éléments de DANA AMASSAGO, de coupeurs de routes et d'autres mercenaires venus d'ailleurs, qui commettent impunément et tranquillement leurs bêtises sous la barbe de ceux qui sont sensés assurer la protection des populations et de leurs biens. Le groupe sévit entre les communes de Ouô, Diallo dans le cercle de Bandjagara et de Somadougou dans le cercle de Djenné.

Nous rappelons, le samedi 26.09.2020, un Conseiller municipal et animateur du nom de Hamadoun Nialibouly de la radio locale de Douentza a été descendu d'un bus de Bani par les éléments de Fato Camp et il n'a toujours pas donné signe de vie. Hier encore tout près, deux autres peuhls auraient été extirpés d'un autre Bus par les mêmes criminels. À suivre...

LE PAYS DOGON



PAYS DOGON/KORO: Célébration du 60ème anniversaire de la police nationale.

C'est la devanture du commissariat de police de la ville de Koro qui a servi de cadre pour la célébration de la journée nationale de la police à Koro. Placée cette année sous le thème: "Une police de proximité, une commune, un commissariat de sécurité publique". L'occasion était bonne pour les autorités administratives et politiques de koro, pour remercier le commissaire principal Jean Marie Drabo et son équipe pour les résultats obtenus depuis l'ouverture du commissariat de la ville de Koro. Tout en remerciant les invités, le commissaire a souhaité le renforcement de la collaboration entre le commissariat et les populations de Koro. Bonne fête à la police nationale ! Beaucoup de courage à vous.

Source AMAP



Hamza B Sow



BON À RAPPELER OU BON À CONNAÎTRE !

Les numéros verts 80001115 et 80318011 sont mis en service pour vos réclamations, revendications ou dénonciations relatives à tout comportement illégal au Mali, y compris la délivrance des pièces gratuites.

À noter que :

- 1- le prix de la carte d'identité nationale est de 1 700 FCFA, y compris le prix d'un timbre de 500 FCFA et un autre de 200 FCFA ;
- 2- le certificat de résidence est gratuit, le citoyen ne doit rien payer;
- 3- la carte NINA et la carte consulaire sont aussi valables que la carte d'identité nationale ;
- 4- en cas d'accident de la circulation routière, il n'y a aucun frais à payer pour que la police fasse le constat ;
- 5- pour l'acquisition du récépissé d'association, le citoyen ne doit rien payer à la Direction régionale de la Police ou au commissariat qui doit s'occuper de l'enquête de moralité ;
- 6- en cas de violence, le citoyen ne doit rien payer à la police, c'est-à-dire au commissariat afin que celui-ci intervienne. En termes clairs, le citoyen ne doit pas payer le fameux frais de carburant ;
- 7- le policier n'a pas le droit de contrôler la validité de la vignette sans la présence d'un agent de la mairie ;
- 8- après chaque infraction, le citoyen doit exiger la quittance avant de payer la contravention ;
- 9- au cas où le citoyen voyage sans pièce d'identité nationale, il doit tout simplement payer 1 000 FCFA par 24h contre une quittance ;
- 10 - le certificat de perte est gratuit, etc...

Cette liste n'est pas exhaustive, vous pouvez vous renseigner à travers les numéros verts.

Au cas où un Agent de l'administration ou un Porteur d'uniforme se comporte contrairement à ce qui est mentionné en haut, le citoyen doit aussitôt le dénoncer à la hiérarchie la plus proche.

En cas de besoin, le citoyen peut appeler un de ces numéros verts : 80001115 // 80318011

Hamza b Sow

Mandénka Toure



NIANG TV

INÉDIT PAUL KAGAME SE FAIT REMARQUER ENCORE PAR SON COURAGE

Patrick NKURIZA 19 ans, nommé Ministre des nouvelles technologies et DU développement du RWANDA par Paul KAGAMÉ. Comme le dit le dicton; "Aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre d'années".

En tous cas le moindre qu'on puisse dire est que ce dicton s'accorde parfaitement avec le destin de Patrick Nkuriza, jeune Rwandais de 19 ans nommé ministre des nouvelles technologies et du développement de son pays.

En effet ce petit génie a connu une ascension fulgurante au point de décrocher le bac à 14 ans et d'obtenir un doctorat d'ingénieur en télé

communication numérique par la suite.

Patrick est un vrai surdoué qui a développé plusieurs applications qui permet à son pays de rendre très performant ses activités dans beaucoup de domaines économiques.

C'est donc à juste titre qu'il soit nommé ministre dans sa spécialité. Mais un ministre pas comme les autres ,qui vit avec ses parents et qui va au travail accompagné par son père dans sa voiture escortée. A la maison c'est sa mère qui lave ses vêtements et l'aide à s'habiller.

Sa famille a refusé qu'il parte habiter dans la maison affectée à ses fonctions.

Ses gardes du corps affectés à sa protection sont débordés quand Patrick va jouer au ballon, son sport favoris avec les jeunes de son quartier.

Tout le monde veut le toucher ou prendre des photos avec lui.

Patrick n'avait pas de petite amie et était toujours accompagné dans ses sorties par sa mère ou son père et ses gardes du corps non loin de lui.



Bintou Bah



Ton absence est en train de me détruire au fond mais je reste optimiste en comptant sur le bon Dieu qui est le juge suprême courage à toi champion tout c que Dieu fait est bon



Hamady Traore

Urgent, un véhicule de la gendarmerie aurait fait un accident grave entre Bandiagara et Koro, un véhicule qui accompagnait nos autorités pour la cérémonie de 04 octobre, il a eu des blessés graves



Laye Facely Conde

Quand le milliardaire Aliko DANGOTE parle dans un langage simple et clair



il dit : «En observant différents groupes sociaux, un fait va vous troubler.

- LES CHINOIS:

Les chinois évoluent toujours en groupe très fermé. Et si vous voyez un Africain parmi eux, c'est forcément celui qui occupe le plus bas niveau du groupe : chauffeur, agent de sécurité, agent d'entretien. Les Chinois mangent toujours dans des restaurants chinois. Quand ils doivent s'approvisionner, ils privilégient des boutiques chinoises. Quand ils veulent importer des produits en Afrique, ils ne le prennent d'ailleurs que de la Chine.

- LES LIBANAIS:

Les Libanais restent cloisonnés entre eux. Ils mangent libanais, achètent libanais, envoient leurs enfants dans des écoles libanaises. Les Africains sortent-ils avec les jeunes filles libanaises ?[...] Mais une africaine sera fière de pavaner avec un libanais. Quand les deux partent ensuite au Liban, vous entendez que la jeune africaine est maltraitée, introduite dans des réseaux de prostitution ou même tuée à la grande indifférence des élites et ONG africains.

- LES INDO-PAKISTANAIS:

,Eux,comme les chinois et libanais, restent entre eux. Ils ne mangent pas africains, ne portent pas des vêtements africains. Et comble de paradoxe, ils importent en Afrique des tissus africains. Mais eux-mêmes ne les portent jamais. Et dans les grands marchés d'Afrique, ils détiennent, avec les libanais, des pans entiers des économies des États. Ils repartent toujours chez eux pour se marier aux leurs.

Nous n'allons pas aussi oublier que quand survient un litige entre un libanais et un Africain, c'est le libanais qui nargue l'Africain. Il nargue le nègre... chez lui ! Parfois même avec la complicité de nos autorités, les libanais prennent des terres des africains qui sont mis à la rue [...]

Ces trois groupes sont au sommet de la distribution des produits importés en Afrique. Ils sont grossistes ou semi-grossistes.

Et les nègres que nous sommes, restons de simples détaillants, sur notre propre sol. Des africains peuvent-ils avoir autant de pouvoir dans ces pays ? Je m'interroge.

- LES EUROPÉEN:

Les européens constituent quant à eux, un groupe à part. Celui des très supérieurs. Vous ne les verrez jamais détenir une boutique dans un marché africain. C'est trop bas pour eux. Cela va ternir leur peau. Eux, ils viennent sous la dénomination de "coopérants". Avec un

BAC+2, ils viennent donner des leçons aux grands diplômés africains, sur des sujets... bien mieux maîtrisés par l'Africain.

Ni l'Européen, ni le Chinois, ni le Libanais, ni l'Indo-pakistanaï n'ouvriront jamais d'eux-mêmes, les portes d'un restaurant " Spécialités Africaines».

Chers Africains, lorsque nous achetons chez un Libanais, un Chinois, un Indo-pakistanaï, plutôt qu'un Africain, nous enrichissons un étranger qui, un jour, sortira son argent de façon frauduleuse, sans jamais payer une seule taxe. Il ne construira jamais rien de durable dans nos États avant de repartir chez lui. Il n'y a aucun lien.

Par contre, l'Africain lui, est lié, à un niveau donné, à votre famille, proche ou lointaine. Lorsque nous achetons chez un Africain, nous aidons quelque part un membre de notre famille.

«AFRICAINES, AFRICAINS PRENONS CONSCIENCE, PARTAGEONS CETTE CONSCIENCE. Pourquoi devrions-nous mettre assez de temps à comprendre ceci? Mais il n'est jamais trop tard pour revenir à la raison. Ça ne nous fait rien d'être les derniers ? Les plus pauvres (sachant qu'on est les plus riches)? Les moins respectés ? Les moins éduqués ? Les moins considérés alors qu'ils ont besoin de nous pour s'enrichir ?

Oui ils viennent tous s'enrichir chez nous.Nous pouvons changer les choses sans compter sur les politiques qui n'ont d'yeux que pour l'argent, le pouvoir, trahissent leurs peuples et qui ouvrent injustement la porte de notre continent à ces même groupes commerciaux. Chers frères et sœurs cherchons Africain, trouvons Africain, consommons Africain, Créons Africain, enrichissons-nous, nous et/ou une autre famille Africaine ou de notre propre pays, ville village, nous connaîtront la prospérité, ça ne ment pas et cela a fait ses preuves dans la communauté juive qui est l'une, sinon la plus prospère au monde. Organisons nous. Nous sommes plus puissants que vous ne le pensez. Tout commence un jour, ils ont pu le faire, pourquoi pas nous ? On a le même nombre de cerveau .Et éradiquons le sentiment d'infériorité qu'ils ont injecté dans nos têtes. Si chaque Africain fait le 1er pas, ça fait beaucoup de pas, je vous laisse faire le calcul ».



Paul Diarra

Où se trouve le problème?

- Passeport #Sénégalais: 20.000 FCFA

- Passeport #Ivoirien: 40.000 FCFA



- Passeport #Malien: 55.000 FCFA 2 semaines et 110.000 FCFA pour 24h.
Et pourtant c'est le même passeport ecowas (#CEDEAO).
Qu'est ce qui ne va pas ??
Le contrat est-il mal négocié avec l'opérateur qui édite les passeports Maliens ou bien y-a-t-il d'autres explications ??- Passeport #Sénégalais: 20.000 FCFA
- Passeport #Ivoirien: 40.000 FCFA
- Passeport #Malien: 55.000 FCFA 2 semaines et 110.000 FCFA pour 24h.
Et pourtant c'est le même passeport ecowas (#CEDEAO).
Qu'est ce qui ne va pas ??
Le contrat est-il mal négocié avec l'opérateur qui édite les passeports Maliens ou bien y-a-t-il d'autres explications ??



Affrontements entre les groupes terroristes au nord du Mali.
Huit morts et beaucoup des blessés dont huit prisonniers.
Au tant des soldats étrangères au Mali (force française, force onusien, G5 sahel et l'armée national même) les groupes terroristes affrontent sans crainte ni
Il faut les massacrés



Abdourahamane Sadjo Barry



Cette belle image ... à Corontine Hadja Halimatu Dalein elle a pris à ses genoux cet enfant qui porte le t-shirt jaune du RPG cela prouve une fois de plus que la politique ne doit pas être une histoire de haine entre les fils et filles de ce pays nous sommes tous Guinéens.



PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Ambassade des États Unis au Mali : Activités culturelles



Le nouveau Directeur des Affaires Publiques de l'ambassade américaine, Paul Cunningham, a rencontré certains acteurs de la culture malienne, le lundi 28 septembre. Il s'agit du rappeur malien Master Soumy, de Dia Sacko de Mali Culture, du cinéaste Bouna Cherif Fofana du Centre National de la Cinématographie (CNCM) et Kalifa Tangara dit Donny Brasco, artiste-manager. Cette rencontre a permis à Monsieur Cunningham de s'imprégner de certains aspects de la culture malienne et aux acteurs culturels de partager leurs expériences. La rencontre s'inscrit dans le cadre des activités culturelles de l'ambassade américaine en vue de promouvoir la culture au Mali.

Côte d'Ivoire : La CPI remet à Laurent Gbagbo et à Charles Blé Goudé leurs passeports



La Cour pénale internationale (CPI) a rendu jeudi les passeports de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo et de son ancien ministre Charles Blé Goudé, selon une déclaration du tribunal basé à La Haye, aux Pays-Bas. Gbagbo, 74 ans, et Blé Goudé, 48 ans, ont été acquittés l'année dernière

Fraudes financières : Ce que l'Afrique perd par an



La fuite illégale de capitaux dont l'Afrique est victime d'au moins 76 milliards d'euros par an, selon le rapport 2020 sur le développement économique de l'Afrique, publié lundi 28 septembre par la Conférence des Nations unies sur le développement (CNUCED). Une somme qui dépasse le cumul annuel de l'aide publique au développement et qui égale le montant total des investissements directs étrangers reçus par le continent entre 2013 et 2015.

« Ces flux privent les Trésors publics des ressources nécessaires au développement », déplorent les auteurs du rapport qui doutent que l'Afrique puisse atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) d'ici à 2030.

La précédente étude, publiée en 2015 par la CNUCED, mentionnait des fuites de capitaux de 50 milliards de dollars par an en Afrique sur la période 2000-2008.

Ces sorties de capitaux empruntent différents canaux : corruption, contrebande, évasion fiscale et, surtout, manipulation des facturations dans le secteur minier.

Source : Le Monde

par le tribunal. Ils étaient accusés de crimes contre l'humanité dans le cadre des événements troubles qui ont eu lieu en Côte d'Ivoire entre 2010 et 2011.

Désormais, ils n'auront plus besoin d'une autorisation avant de se déplacer sur de longues distances. La CPI a aussi annulé l'obligation de faire un rapport hebdomadaire sur leurs déplacements. En pratique, cela signifie qu'ils peuvent désormais tous deux voyager.

Véritable revers pour la procureure de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda, le jugement rendu jeudi rapproche davantage les deux leaders de leur pays.

Ancien professeur d'université et opposant de longue date à Félix Houphouët Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo s'est hissé à la tête de l'État après la débâcle électorale de 2000. Il a été démis de ses fonctions et arrêté en 2011 par une intervention militaire étrangère après une élection âprement disputée contre Alassane Ouattara, l'actuel chef de l'État.

Pour l'instant, aucune réaction du gouvernement ivoirien actuel ne nous est parvenue.

Sources : VOA

Gouvernement Ouane : Qu'est-ce qui bloque ?



Annoncé depuis le mardi dernier, la publication de la liste du nouveau gouvernement est toujours attendue par l'opinion publique. Selon les recoupements, les retards sont dus à une décision de mener des enquêtes de moralité sur tous les « Ministrables » et aspirants ministres !

Ce serait une exigence du nouveau président de la transition qui refuse de signer tout décret avant les conclusions de ces enquêtes sur les personnalités proposées pour les groupements socio-politiques.

C'est une première, même si par le passé, ces enquêtes étaient considérées comme de simples formalités !

Les impatients devraient attendre longtemps au cas où elles seraient réellement et minutieusement effectuées. Il faudrait faire preuve de super pouvoirs pour les conclure en si peu de temps, surtout il s'agit de 25 personnes sur une centaine de prétendants.

Référendum en Nouvelle-Calédonie : Le « non » à l'indépendance en tête



Le « non » à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie arrivait en tête ce dimanche, selon des résultats encore partiels du référendum d'autodétermination portant sur environ deux-tiers des voix.

Après dépouillement de plus des deux-tiers des suffrages exprimés, le vote loyaliste recueillait près de 55% des voix, contre 45% pour le vote indépendantiste, selon les chiffres du ministère français des Outre-Mer.

Les résultats de plusieurs bureaux de vote de Nouméa, qui pèse 30% du corps électoral et qui avait voté massivement contre l'indépendance lors du précédent référendum, en 2018, ne sont pas encore connus.

Le taux de participation est estimé à près de 86%, en hausse de cinq points par rapport à 2018. Le « non » l'avait à l'époque emporté avec 56,7% des voix.

Affaire créances de la BICIM : Le comité syndical saisit la justice



Le comité syndical de la banque internationale pour le commerce et l'industrie au Mali (BICIM), dans une lettre signée de son secrétaire général, Hamadou Bah, adressée au procureur général, exprime ses très vives inquiétudes face à deux de leurs clients, qualifiés « d'indélicats ». Amadou Gagny Lah et Mohamed Abdourhamane, respectivement représentants les sociétés Food stop sarl et Petrogio et Amz, auraient contracté pour près de 3,5 milliards FCFA de dette auprès de la BICIM et se refuseraient à tenir leurs engagements.

Sous l'ancien Président Ibrahim Boubacar Keita, ils étaient nombreux les opérateurs économiques proches des barons du régime, particulièrement le fils du président, qui étaient non seulement des « intoucha-

bles », mais aussi impliqués dans les plus grands scandales financiers du Mali.

Aussi, d'autres, sur instructions des barons du régime, bénéficiaient d'importants crédits bancaires qu'ils refusaient d'honorer au moment convenu.

Aujourd'hui, la BICIM est victime de ses deux clients indélicats, qui étaient très proches du régime. Selon le Secrétaire général du Comité syndical de la BICIM, ces deux clients ont voulu profiter de leur situation privilégiée auprès de l'ancien régime pour se dérober au paiement de leurs créances qui plombent aujourd'hui l'ensemble des résultats de la banque, fruits du labeur des travailleurs.

Aussi, soutient-il, ces deux clients, Amadou Gagny Lah et Mohamed Abdourhamane, présentent à eux seuls une créance de près de 3,5 milliards de FCFA pour la seule BICIM.

« Le Comité syndical, soucieux de l'avenir de notre Banque et du bien-être de ses employés, trouve inadmissible que ces deux clients plombent les efforts de plusieurs années de travail et de sacrifices consentis. D'autant plus qu'ils se croient sous le sceau de l'impunité totale et n'hésitent pas à exhiber leurs patrimoines au vu de tous », souligne-t-il.

Par ailleurs, le Secrétaire général du Comité syndical de la BICIM qui dit avoir, d'ores et déjà, l'appui du Syndicat national des Assurances-Banques et Etablissements financiers (SYNABEF), compte user de tous les moyens légaux à sa disposition pour recouvrer l'intégralité de ces créances.

Seydou K. KONE

Mali : Affrontements sanglants pour un site d'orpaillage



Des affrontements ont fait quatre blessés samedi dernier dont deux cas graves et des dégâts matériels, dans le village de Bananso, à 67 km de Kadiolo, précisément dans la Commune de Fourou, dans le Sud du Mali, a-t-on appris chez nos confrères de l'AMAP. Pour la propriété d'un site d'orpaillage, les jeunes du même village se sont affrontés, à coups de machettes, de fusils, de bâtons et autres objets tranchants. Il n'y a pas eu de perte en vies humaines, selon le bilan fourni par des sources sur place. Les blessés ont été évacués au centre de santé de Kadiolo et à l'hôpital de Sikasso.

Chacune des parties réclame la paternité de ce site d'orpaillage que la communauté villageoise exploitait, illégalement. Aujourd'hui, un quartier exige le droit exclusif de propriété du site. En réalité, la zone litigieuse est une propriété de la Société des mines d'or de Syama (SOMISSY SA). Donc son exploitation par quiconque est illégale.

Les services de sécurité de Kadiolo se contentent de rappeler que l'exploitation du site contesté a été suspendue par les pouvoirs publics. Avec l'arrivée de l'hivernage, le préfet a pris une décision pour la fermeture de tous les sites d'orpaillage du Cercle de Kadiolo.

Mais, les orpailleurs du village ont ignoré cette interdiction pour prendre le contrôle de la gestion du placer.

Les jeunes des quartiers de Watola et de Karamogola seraient à l'origine des tragiques événements du samedi dernier. Le groupe de jeunes Watola se serait rendu sur la partie du site qu'exploitent des jeunes de Karamogola, dans le but de les empêcher d'extraire le métal jaune. Ils auraient éteint, d'abord, la motopompe. Ce geste aurait donné le départ des accrochages entre les deux camps.

Aux dernières nouvelles, le calme est revenu sur le site. La gendarmerie de Kadiolo dépêchée sur les lieux est en train d'enquêter pour élucider la situation.

Le village de Bananso est considéré, aujourd'hui, comme un eldorado. De très nombreux habitants ont bâti fortune grâce au métal jaune. Les maisons en banco ont cédé la place à de luxueuses villas et des maisons à étages. De grosses motos et des voitures y circulent partout. Toute cette richesse provient du sous-sol du village gorgé d'or.

Depuis, une farouche rivalité s'est installée entre les villageois et les quartiers, chacun réclamant le droit de propriété sur le site aurifère. Dans un premier temps, l'exploitation se faisait par rotation des quartiers et les familles se partageaient les recettes.

Naby Issa OUATTARA

Famas : Le vice-président rencontre la chaîne du commandement militaire



Le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, accompagné de ses propres collaborateurs, a rencontré hier vendredi, l'ensemble des chefs d'état-major et directeurs de services des armées. C'était à la faveur d'une visite de travail qu'il a effectuée au ministère de la Défense et des anciens Combattants.

A l'issue de la rencontre qui a duré plus de trois heures d'horloge, le colonel Goïta a confié à la presse qu'en sa qualité de Vice-président de la transition chargé des questions de défenses et de sécurité, il est de son devoir « d'échanger avec les responsables de la défense ».

« Tout d'abord les féliciter et les encourager au nom du président de la transition Bah N'Daw pour les efforts qu'ils déploient tous les jours pour apporter la sécurité au théâtre des opérations. Je suis également venu leur notifier le soutien total du Chef de l'État, nécessaire pour la victoire », a déclaré l'officier supérieur.

Selon lui, un autre de ses devoirs était de venir discuter avec les responsables de la défense pour connaître les difficultés auxquelles ceux-ci sont confrontés dans l'exécution de leurs missions sur le terrain. Il s'agit pour lui de faire en sorte « qu'ensemble dans les jours à venir nous puissions trouver des solutions pouvant faciliter la victoire que le président nous a demandée », a-t-il indiqué.

En outre, le vice-président a invité l'ensemble des populations du Nord au Sud à soutenir les forces de défense et de sécurité. « Sans soutien on ne peut gagner cette guerre contre le terrorisme. Nous avons besoin du soutien de la population », a-t-il invité.

Par ailleurs, le colonel Goïta a mis l'occasion à profit pour féliciter et encourager les partenaires du Mali (la force Barkhane, la Minusma, le G5 Sahel, la force Takuba...), qui travaillent avec les nôtres nuit et jour pour apporter la sécurité et la paix au profit de la population malienne. Tous en rappelant l'importance des défis ainsi que le niveau élevé des attentes, le visiteur de marque a invité ses interlocuteurs à la persévérance.

Il convient de rappeler que cette rencontre avec les responsables de la défense intervient quelques jours après une première tenue mercredi dernier avec les différents responsables de la sécurité, au cours de laquelle, le colonel Assimi Goïta a promis les efforts nécessaires à l'amélioration de la sécurité à Bamako et ses environs ainsi que sur le reste du territoire national.

A. TRAORÉ

Mali : La société civile en pleine réflexion sur la refondation du pays



A Bamako, la table ronde sur la refondation au Mali de deux jours se terminait samedi. Cette initiative de personnalités de la société civile réunies au sein du groupe de réflexions d'analyses et d'initiatives novatrices (grain) cherchait à trouver des pistes d'actions pour le renouveau de la gouvernance au Mali.

Sans détour, Ousmane Sy, ancien ministre malien et spécialiste des questions de décentralisation, campe le décor. « Nos crises sont des crises de gouvernance. Nous avons des États que tout le monde contourne, que personne ne respecte, martèle-t-il. Or un État est chargé de gérer la société et si un État n'est pas capable de gérer la société, il faut comprendre pourquoi. »

Refonte des textes

Du coup, il faut aujourd'hui changer de logiciel, refonder l'État, et ça passe par des actions urgentes. C'est notamment ce que propose Habib Ouane, ancien ministre malien de l'Énergie, et consultant international : « Il faut faire une refonte des textes qui président aux élections et au fonctionnement de la société politique. Il faut aussi s'assurer que les systèmes d'éducation et de santé qui ont prévalu jusqu'à ce jour feront l'objet de réformes approfondies. »

Les participants à la rencontre ont lancé un appel pour une transition réussie au Mali. Une occasion pour jeter un regard sur les premiers pas de la junte. Mossadeck Bally, membre du Grain, s'interroge sur l'agenda politique de la junte : « Le citoyen lambda malien est quand même inquiet. Nous avons vu avec quelles difficultés la charte a été promulguée. Nous nous demandons finalement qu'elle est l'agenda. » Il ajoute comme d'autres que la naissance d'une 4e République est nécessaire pour reconstruire le Mali nouveau.

Source : RFI



GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Lutte contre les préjugés sur l'albinisme : Un accent particulier doit être mis sur la sensibilisation

Les personnes atteintes d'albinisme ont animé une conférence de presse, samedi, 3 octobre 2020, à la Maison de la Presse. Il s'agissait pour eux, de lancer un cri de cœur pour leur protection et de faire l'état d'exécution du plan d'action régional sur l'albinisme en Afrique.

Au Mali, les personnes atteintes d'albinisme sont rejetées par une grande majorité de la population, ce qui fait qu'ils sont victimes de toutes sortes d'attaques. Et pourtant, notre pays a ratifié plusieurs conventions internationales pour la protection des personnes atteintes d'albinisme malgré tout, nous assistons toujours à des cas qui dépassent tout entendement.

Dr Banzoumana Traoré a fait un bref aperçu sur le quotidien des personnes atteintes d'albinisme. « **Nous sommes jugés de maudits, indexés de sourcellerie, exclus de la race humaine si je peux m'exprimer ainsi. Nous sommes considérés comme des fantômes. Notre présence fait fuir certains. Nous sommes objets de rituels. Nous sommes victimes des meurtres, d'enlèvement mystérieux liés à des croyances ancestrales. Personne ne souhaite nous avoir dans sa descendance. Rares sont ceux qui nous chérissent. Cependant, ces préjugés ont dominé. Le mensonge est devenu vérité à notre sujet. Nous sommes rares dans les classes car nous sommes obligés abandonner le chemin de l'école par crainte du soleil et surtout de l'ironie. Nous souffrons de mal voyance. Nous craignons le cancer de peau. Nous sommes dépourvus d'assistance sanitaire scolaire car le pouvoir public ne nous considère pas comme des personnes en situation d'handicap ni moins la population. Voilà nos tristes sorts, voilà notre quotidien. Mais aujourd'hui, des voix se sont levées, des initiatives ont été prises pour combattre ce rejet, cette discrimination et cette exclusion sociale. Mais c'est un combat qui est loin d'être gagné. Aujourd'hui, nous nourrissons l'espoir pour un changement** », a-t-il dit.



Pour Mme Maïga Aminata Traoré, présidente de l'association SOS albinisme, cette conférence de presse s'inscrit dans le cadre du projet Observatoire des droits des personnes atteintes d'albinisme, financé par le programme VOICE. « **C'est en prélude des activités de plaidoyer pour la mise en œuvre de ce plan d'action que nous avons voulu échanger avec les hommes de média. Sa mise en œuvre permettra à nos frères et sœurs de constater un changement notable dans leur vie. Quand je dis changement, je fais allusion à la santé, à l'éducation. Parce que la personne atteinte d'albinisme a exigence de la prise en compte certains besoins spécifiques, notamment la mise à sa disposition des crèmes solaires. Sans cette crème, il nous est difficile de nous exposer au soleil. C'est le soleil qui développe des taches noires sur notre corps, pire il nous expose au cancer de la peau. Cette crème solaire coute très cher. Nous demandons à l'état de s'impliquer pour que la personne atteinte d'albinisme puisse se procurer cette crème très vitale pour notre vie** », a-t-elle lancé.

Mamadou Sissoko dans son exposé a fait l'état d'exécution du plan d'action régional sur l'albinisme en Afrique. Ce plan d'action s'articule

autour de 4 axes principaux : les mesures de prévention, de protection, de responsabilité et mesures d'égalité et de non-discrimination. Quelques sous thèmes de ces axes sont : éducation du public et campagnes de sensibilisation continues (non pas ponctuelles) pendant au moins deux ans ; collecte de données désagrégées et évaluation des besoins (notamment les besoins de sécurité) ; causes fondamentales- les identifier et les traiter ; application de la loi efficace en réponse aux attaques et aux violations contre les personnes atteintes d'albinisme ; examen des cadres législatifs, y compris ceux connexes au trafic illicite d'organes, à la sorcellerie et à la médecine traditionnelle, et reconnaissance de la couleur à titre de motif de discrimination et combattre l'impunité, accorder la priorité aux poursuites engagées contre les responsables des attaques.

A la question de savoir si les organisations des personnes atteintes d'albinisme de notre pays sont en réseautage avec les organisations internationales, Dr Banzoumana Traoré dira qu'ils sont bien représentés dans des différentes organisations. Mieux, les personnes atteintes d'albinisme de notre pays sont en train de jouer leur partition.

■ Ibrahim Sanogo

Assurance Maladie : LA CANAM se porte très bien, malgré le contexte difficile

C'est ce qui ressort de la 21ème session du Conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie (Canam), tenue le 24 septembre dernier au siège du Patronat du Mali, sous la présidence de Moussa Alassane Diallo, président du conseil d'administration. C'était en présence du Directeur général de la Canam, Mahamane Baby et de l'ensemble des administrateurs.



Au cours de cette 21ème session du Conseil d'administration, les administrateurs de la Canam ont examiné et adopté les procès-verbaux des 19ème, 20ème sessions ordinaires et de la 7ème session extraordinaire du Conseil d'administration; l'état d'exécution du budget au 31 décembre 2019; le rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ainsi que le rapport d'activités au 30 juin 2019 et l'état d'exécution du budget au 30 juin 2019. S'y ajoute, le projet de budget

rectifié de l'exercice 2020.

Il ressort de cette session que le rapport d'activités de 2019 a été élaboré en fonction des activités programmées en 2019. Ainsi, 64 conventions ont été signées avec les prestataires de soins des secteurs publics et privés portant le nombre total de structures conventionnées à plus de 1917. En 2019, 1 634 188 personnes ont été enregistrées dans la base de données; 279 823 cartes biométriques ont été imprimées et 204 089 personnes immatriculées dont 70 688 par la CMSS et 133 401

par l'INPS.

Les recettes mobilisées, toutes sources confondues, s'élèvent à 66 202 692 819 FCFA sur une prévision de 65 239 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation d'environ 101%. Le montant total des cotisations encaissées, au 31 décembre 2019, s'élève à 60 490 134 394 FCFA sur une prévision de 59 095 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation d'environ 102%. Quant aux dépenses elles ont été liquidées à hauteur de 63 310 917 678 FCFA sur un montant prévisionnel de 65 239 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 97%. Le montant total liquidé des dépenses techniques s'élève à 48 889 755 023 FCFA sur une prévision de 50 164 736 222 FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 97%.

Les dépenses allouées aux organismes de gestion déléguée (OGD), notamment la CMSS et l'INPS, au titre de la dotation technique, s'élèvent à 43 505 018 342 FCFA sur un montant prévisionnel de 44 505 018 342 Fcfa, soit un taux d'exécution d'environ 98%. Quant à la dotation administrative, elle s'élève, selon lui, à 3 429 934 986 FCFA sur un montant prévisionnel de 3 593 700 000 FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 95%.

Les dépenses d'investissement et d'équipement se chiffrent à 1 145 483 938 FCFA sur un montant prévisionnel de 1 460 741 458 FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 78%.

Les dépenses de fonctionnement, selon Moussa Alassane Diallo, s'élèvent à 13 275 678 717 FCFA sur un montant prévisionnel de 13 613 522 320 FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 98%.

Selon le président du conseil d'administration, Moussa Alassane Diallo, le total des produits de la Canam, toutes gestions confondues, est passé de 78 439 443 036 FCFA en 2018 à 86 087 853 720 FCFA en 2019, soit une progression de 8,88%. Toute chose qui fait dire que la boîte se porte très bien, malgré le contexte difficile marqué par de multiples crises.

Pour ce qui concerne l'année 2020, le budget de la Caisse nationale d'assurance maladie s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 67 140 000 000 de francs CFA. La hausse du budget par rapport à celui de 2019 augure de bonnes perspectives pour la CANAM.

A.B.

Bourses d'études : Combien d'étudiants boursiers et demi-boursiers ?

En 2019, les étudiants du Mali étaient au nombre de 84 364 dont environ 80 000 boursiers et demi-boursiers. Le montant annuel de la bourse entière est 276 250 F CFA soit 26 250 F CFA par mois pendant 9 mois. En dehors de cela, les étudiants gagnent 40 000 F CFA comme bourses de vacances et 37 000 F CFA comme prime de documentation. Le paiement de ces allocations est assuré par le Centre national des œuvres universitaires du Mali (Cenou).

Une fois le baccalauréat en poche, les étudiants deviennent désormais des mini salariés. Plusieurs étudiants quittent les régions pour venir étudier à Bamako. Ces bourses leur servent à se déplacer, se loger, se restaurer...

Le Centre national des œuvres universitaires (CENOU), dans sa dynamique d'améliorer les conditions de vie et d'études, amène à chaque opportunité des nouvelles initiatives. C'est la raison pour laquelle il établit des partenariats avec les banques ou opérateurs téléphoniques pour faciliter le transfert d'argent aux étudiants.

Cette année 2020, le Cenou a initié un nouveau système de transaction monétique électronique. **« La monnaie électronique est très répandue dans le monde, grâce à sa sou-**

plesse et c'est plus abordable. Les étudiants constituent notre cible. En 2010, nous avons signé une convention avec Ecobank à la suite d'un appel d'offre afin de choisir une ou plusieurs banques pour la bancarisation des étudiants. Cette convention a pris fin en décembre 2019 », informe Traoré Amadou Diakaridia, chef de la cellule de l'informatique et communication du Cenou.

Selon lui, après avoir effectué un diagnostic, ils ont recensé quelques faiblesses de la bancarisation des étudiants. Parmi ces lacunes, le retard dans la distribution des cartes bancaires et le nombre élevé d'étudiants. Pour avoir les cartes bancaires de quelques 20 000 étudiants, il faut attendre 1 à 2 mois.

La distribution de masse est très compliquée,

selon lui. Elle se faisait devant le Stade du 26 mars ou le Stade omnisports. A cela s'ajoutent la manipulation difficile des cartes et guichets automatiques, la perte des cartes et l'oubli des mots de passe. Aussi des blocages de comptes qui surviennent à chaque fois en cas de mauvaise manipulation.

« Au cours de l'évaluation de la bancarisation avec Ecobank, nous nous sommes inspirés de la sous-région tels que le Sénégal et le Togo. Sur cette base, on a élaboré un document sous forme de cahier de charge et nous avons décidé, en accord avec les finances et l'enseignement supérieur, de lancer une manifestation d'intérêt à toutes les banques pour la bancarisation des allocations financières des étudiants. A la suite de cet appel, plusieurs banques ont postulé y compris Ecobank. Seul Sama money a pu être retenu compte tenu de la solution simple qu'ils ont proposée pour les étudiants notamment par rapport à l'enrôlement et la distribution de l'argent. C'est donc une solution très adaptée aux étudiants », a indiqué M. Traoré Amadou Diakaridia.

Les étudiants se plaignent chaque année de retard dans les paiements des mensualités. Mais le Cenou rassure que les transactions seront désormais diligentées avec le nouveau prestataire.

Fatoumata Kané





Après ses conjectures dans une « lettre ouverte » : Adam Ba Konaré recadrée par Me Mountaga Tall

Contrairement à son ancien président de mari, depuis la fin de son mandat en 2002, ne s'est jamais senti concerné par tout ce qui touche le Mali en bien ou en mal, l'ex-première dame, Adam Ba Konaré, ne rate aucune occasion pour se rappeler au souvenir des maliens à travers tribunes et lettres ouvertes. Si certaines de ses sorties ont été opportunes, d'autres passent de travers et suscitent souvent déception et indignation. C'est le cas de sa dernière lettre ouverte au CNSP et aux maliens, dans laquelle elle s'est permise d'irriter certains acteurs du mouvement démocratique.

Réponse du berger à la bergère : Me Mountaga Tall, le héros de la révolution des années 1990-1991, réplique et appelle l'ancienne première dame à se souvenir et à se défaire de la rancune tenace qui la tourmente et qui fait qu'elle n'arrive pas à rester à sa place. Cela est d'au-

tant plus vrai que Me Tall n'arrive pas à comprendre quel besoin avait-elle pour se permettre de dire que le M5-RFP comprend « quelques partis politiques, modérément représentatifs en termes de mobilisation électorale pour la plupart d'entre eux ». Et sans vouloir tomber dans une polémique stérile, le fondateur du premier parti politique sous la dictature de Moussa Traoré s'est juste contenté de rappeler très brièvement quelques faits incontestables à Adam Ba Konaré.

Sur le caractère peu représentatif des partis politiques du M5-RFP :

1- En 1997 j'ai déposé une motion de censure contre leur gouvernement pour « incapacité à proposer à l'Assemblée nationale un cadre lé-

gislatif approprié pour les élections » ; en d'autres termes pour planification de la fraude électorale. Le 25 février 1997, forte de sa majorité écrasante à l'Assemblée nationale, l'Adema a rejeté ladite motion de censure. Mais le message a été clairement entendu : 48 heures plus tard l'Assemblée nationale était dissoute pour mieux organiser la fraude. Et ce jour, IBK m'a clairement menacé, en direct à la télévision nationale qui retransmettait les débats : « je ferai tout pour que Me Mountaga Tall ne revienne plus à l'Assemblée nationale ». Depuis et même avant, les élections au Mali n'ont été qu'une succession de farces électorales avec un seul et même bénéficiaire sous des appellations différentes.

2- L'élection, contre vents et marées s'est néanmoins tenue et a abouti à la plus grande débâcle électorale que le Mali n'ait jamais connue. Même la très docile Cour constitutionnelle de l'époque a été obligée d'annuler l'élection sur l'ensemble du territoire nationale pour fraudes massives et absence de listes électorales.

3- Pour tout couronner, il a fallu aller dans les caniveaux pour trouver un « candidat » pour accompagner le président sortant, le mari de Madame qui s'est tapé ses 97% de voix après nous avoir mis en prison. Qui dit mieux ? Et on ose nous parler de représentativité en termes

de mobilisation électorale !

Sur le Général Moussa Traoré

Ensuite Madame nous parle « de nombreux acteurs du mouvement démocratique de mars 1991- sacrilège des sacrilèges- affluer vers Moussa Traoré, prendre conseil auprès de lui».

Ah bon ! Mais qui donc allait régulièrement voir le dictateur président du Nigéria de l'époque Sani Abacha avant et après la pendaison de Ken Saro-Wiwa écrivain et producteur nigérian, militant écologiste et récipiendaire du prix Nobel alternatif en 1994 ? Qui a bénéficié des dons et libéralités du même Abacha ? Qui a détourné les bateaux de pétrole qu'il a donnés au Mali ? Voyez-vous Madame, l'Histoire s'accommode mal de mémoires sélectives.

III- Sur les funérailles nationales pour le Président Modibo Keita

Enfin elle ose écrire : « Il reste maintenant à organiser des funérailles nationales pour le père de notre indépendance, Modibo Keita. Puisse-ton m'entendre ». Certes il faut réhabiliter le président Modibo Keita. Mais pourquoi eux ne l'ont pas fait, pendant les dix (10) années passées au pouvoir à Koulouba ? Trop c'est trop. Halte !

Ce que Me Mountaga Tall s'est gardé d'ajouter ici, c'est que c'est Alpha Oumar Konaré, l'ancien président de mari de Adam Ba Konaré, qui a commué la peine de Moussa Traoré en prison à vie avant de se précipiter de la gracier finalement avant la fin de son second quinquennat. Ce que Me Tall n'a pas rappelé à Adam Ba Konaré, c'est que depuis 2002, son mari Alpha Oumar Konaré, en ancien chef de village souhaitant le chaos, sinon le déluge après lui, s'est montré si ingrat à l'endroit du Mali et des Maliens qu'il passera un jour devant le tribunal de l'Histoire !

Comme qui dirait, « mieux vaut se taire quand le silence vaut mieux que ce que tu as à dire » ! Adam Ba Konaré s'inspirera sans doute de cette leçon avant de s'hasarder dans une autre aventure !

■ Yama DIALLO

Boubacar Diawara sur le cnsp et le M5 : Pourquoi le CNSP en veut tant au M5 et quel est le projet politique des militaires pendant et après la transition ?

Le feuilleton des relations tumultueuses entre le CNSP et le M5 suscite incompréhension et interrogations de la part des observateurs de la situation politique au Mali.

Pourquoi deux organisations que tout semblait condamner à travailler ensemble s'entredéchirent depuis la prise du pouvoir par les militaires ? Pourquoi le M5 semble foncer tête baissée à chaque fois dans les pièges tendus par le CNSP malgré la grande expérience politique de ses principaux responsables ? Quel est le projet politique réel des militaires pour la transition et au-delà ?

1. Pourquoi le M5 est l'adversaire principal pour le CNSP ?

Comme ils ne l'ont jamais caché, l'objectif de la junte est de mettre en place une transition militaire ou à défaut une transition civile pilotée par eux plus ou moins ouvertement. Pour cela ils ont vite compris (avec une grande capacité d'analyse politique) qu'il fallait neutraliser toutes les forces politiques qui pouvaient contester leur suprématie. Les forces politiques pro-IBK ne leur posent aucun problème. Le souci principal de ces forces politiques est de passer la transition sans trop de dommages. Elles sont donc prêtes à tout accepter des militaires pourvu qu'on ne s'attaque pas à eux frontalement. Leur seul souci reste donc le M5 qui est la seule force organisée, avec des responsables expérimentés et une aura gagnée lors des mouvements populaires. Le M5 est donc et restera leur adversaire principal.

2. L'erreur fondamentale du M5

Qu'est-ce qu'on fait d'un adversaire politique

? On essaie de le détruire ou à défaut on le neutralise. Il ne peut être question d'un partenariat sincère avec un adversaire politique au risque de le renforcer. De ce fait toute offre n'a pour but que de l'affaiblir.

L'erreur fondamentale du M5 a été de ne pas comprendre dès les premiers actes du CNSP que celui-ci était dans une attitude d'adversité et non de partenariat vis-à-vis du M5 et que cette attitude n'allait pas changer parce que c'était le seul possible pour le CNSP compte tenu de sa stratégie de pouvoir exclusif. Une fois ce bon diagnostic posé, le M5 devait analyser toutes les offres du CNSP comme des manœuvres de diversion pour gagner du temps et mettre en place une transition sans le M5.

3. Quelle a été la stratégie du CNSP pour affaiblir le M5 ?

Cela s'est fait en deux étapes. D'abord ils ont fait croire à quelques membres ou courant du M5 qu'ils avaient leur place au sein de la transition mais que l'obstacle était ces « vieux politiciens malhonnêtes » qui les empêcheraient toujours d'être au-devant de la scène. On a ainsi assisté à un déferlement de haine de ces naïfs vis-à-vis de la direction du M5. Avec de faux débats sur la place des jeunes ou la durée dans la vie politique (cela fait sourire aujourd'hui quand on voit l'âge du Président et du Premier Ministre et le fait qu'ils sont dans la vie politique depuis Moussa Traoré). Ensuite le CNSP a entraîné la direction du M5 dans des rencontres interminables, remettant chaque fois en cause leurs promesses de la veille. Puis ils ont carrément roulé le M5 dans la farine que ce soit pour les assises nationales, la désignation du Président ou du Premier Ministre. A chaque fois, la main sur le cœur ils ont fait croire au M5 qu'ils avaient tiré les leçons du



passé et que désormais ce sera un partenariat complet et sincère.

4. Pourquoi les responsables expérimentés du M5 se sont laissés piégés si facilement par le CNSP ?

La première explication est liée à l'erreur fondamentale du début. Comme le M5 n'a jamais compris qu'il était et restera un adversaire pour le CNSP, ses dirigeants n'ont jamais eu l'esprit critique nécessaire pour analyser les propositions du CNSP. Ils se sont basés sur les paroles des militaires au lieu d'avoir une analyse politique de leurs motivations. Le cas de la désignation du Premier Ministre en est l'exemple emblématique. Comment le M5 a pu croire que le CNSP laisserait un poste aussi stratégique à son adversaire principal ? Une fois qu'une grande partie du M5 a cru à cette fausse promesse, l'envoi des 14 CV se comprend. En bon analystes politiques, beaucoup avaient compris que si le CNSP voulait vraiment donner le poste de PM au M5, le choix ne se ferait pas sur le critère de la compétence mais sur celui qui serait le plus loyal au CNSP tout en laissant l'illusion d'associer le M5 à la transition. A ce petit jeu de nombreux candi-

dats ont pensé qu'ils avaient leur chance. En fait les militaires avaient déjà fait leur choix. Quelqu'un comme Moctar Ouane qui connaît bien les rouages de l'Etat et des relations internationales, qui a servi loyalement tous les régimes depuis celui de Moussa Traoré et qui servira loyalement celui des militaires sans faire de vague avait de loin leur préférence. Un Premier Ministre M5 quel qu'il soit était le pire scénario pour le CNSP, c'est une faute politique que de ne pas l'avoir compris. Si le M5 avait été uni et avait défendu collectivement la candidature de quelqu'un de consensuel et de haute valeur morale comme Cheick Oumar Sissoko, ils avaient une petite chance de l'imposer à l'issue d'un bras de fer avec le CNSP. Mais chacun a voulu jouer sa carte sans comprendre qu'aucun d'eux n'avait de chance en y allant isolé.

5. Quel est le projet politique du CNSP pendant et au-delà de la transition

Le CNSP essaie de faire croire qu'il est là en arbitre impartial, à équidistance de tous les courants politiques et qui va venir faire le nettoyage et refonder l'Etat pour laisser le pouvoir aux civils à l'issue d'élections transparentes.

La réalité est très loin de cette image d'Epinal que le CNSP essaye de faire croire.

Les militaires sont là pour s'installer durablement dans le paysage politique malien. Pour cela ils ont besoin de contrôler totalement la transition pour affaiblir toute la classe politique existante, de quelque bord qu'elle soit et faire émerger une nouvelle classe politique qui leur devra tout et qui sera leur instrument de contrôle du pouvoir. Pour cela ils ont deux modèles : celui d'ATT avec un retour au pouvoir par les élections dans 10 ans (ou peut-être même cinq ans) et celui de l'Algérie où l'armée contrôle tout derrière un régime civil de façade. Ils sont jeunes et ils ont le temps devant eux pour mettre en place patiemment leur contrôle du pouvoir. Et la façon dont ils ont manœuvré le M5 montre qu'ils sont intelligents et fins tacticiens. On n'a donc pas fini d'entendre parler d'Assimi Goïta. Il sera président ou il sera le Général Gaid Salah malien, président de fait dans l'ombre.

6. Comment le M5 peut se ressaisir ?

La situation est difficile pour le M5 mais il peut encore tirer les leçons de ses échecs récents pour redevenir un contre-pouvoir puissant et

peser sur la transition à l'intérieur ou à l'extérieur de celle-ci.

Pour cela, tirant les leçons de l'épisode des 14 CV, ses membres doivent comprendre qu'il n'y a pas de perspectives dans le chacun pour soi et que la force du M5 vient de son unité qu'il a su sauvegarder face à IBK.

Ensuite il doit avoir un discours de clarté et de fermeté vis-à-vis du CNSP quitte à rester à l'écart de la transition (le M5 n'a jamais été aussi puissant que quand il a su rester à l'écart du régime IBK). Ainsi il doit :

- Exiger d'être associé à la relecture de la Charte de la Transition. La fiction d'une charte adoptée par le peuple a déjà volé en éclats puisque les militaires vont être obligés de l'amender en dehors de tout processus consultatif pour satisfaire aux exigences de la CEDAO.

- Ne pas aller en ordre dispersé pour la com-

position du nouveau Gouvernement et exiger au préalable la nature des postes (y compris régaliens) qui vont revenir au M5. Si jamais le M5 accepte d'aller occuper des postes subalternes au Gouvernement il ne servira que de faire valoir et n'aura aucune emprise sur la transition.

- Réactiver et développer ses structures partout au Mali pour être prêt à conquérir par la lutte la place légitime qui lui revient dans cette transition

7. Ce qui est arrivé au M5 arrivera aux autres forces politiques

Comme certains membres du M5, beaucoup de forces politiques au Mali essaient de jouer leur carte individuelle auprès du CNSP, en espérant avoir le dividende de leur soutien à l'is-

sue de la Transition. D'autres essaient de ne pas faire de vague en espérant se refaire aux prochaines élections. Ils font l'erreur de ne pas comprendre les objectifs à long terme des militaires qui est d'éliminer toute la classe politique actuelle pour faire émerger une autre qui leur est entièrement dévouée. Comme ils l'ont fait avec le M5, ils feront tout pour affaiblir toutes les forces politiques qui ne s'inscriront pas dans leur projet à long terme de mainmise sur la vie politique du pays. Comme le M5, beaucoup auront un réveil douloureux s'ils ne saisissent pas ces enjeux dès maintenant.

Boubakar Diawara, Enseignant -chercheur, Université PSL (Paris Science et Lettre) - France

SAMA
Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Pour sa grandeur : Le M5-RFP doit rester une sentinelle au service du peuple



Le M5-RFP, cette force de traction des forces de la nation dont le rôle a été déterminant dans la chute du régime IBK, traverse en ce moment un problème de croissance dû en partie à son rapide et exponentiel développement. Mais comme souligné, c'est juste un problème de croissance inhérent à tout regroupement humain qui ne saurait empêcher ce mouvement de faire sa mue vers une organisation de veille citoyenne dans la construction du Mali nouveau.

Oui, il est impérieux que le M5-RFP reste présent sur la scène politique nationale pour jouer ce rôle de veille qui constitue l'essence même de sa création. En effet, cela est connu de tous, le seul souci qui anime les acteurs du M5-RFP est celui d'un Mali digne de ce nom, géré sur la base d'une gouvernance vertueuse au triple plan sociopolitique et économique, capable de se défendre avec une armée formée et équipée tant moralement que matériellement. Œuvrer pour la concrétisation d'une

telle volonté peut se faire à tous les niveaux, qu'on soit dans l'appareil d'Etat ou pas !

C'est pourquoi nous donnons raison à Modibo Sidibé des FARE-Anwka wuli, lui qui récemment dans une interview, disait que le M5 se doit résister aux chants de sirène des gens qui voudraient le voir mourir de sa belle mort. Pour lui, le M5-RFP doit exister : « **Le M5 a mené un combat juste, un combat de vision, un combat de conviction. Pour l'histoire, le M5 doit se ressaisir. Notre cohésion doit être gardée. Je lance un appel à la jeunesse, à notre jeunesse : le combat n'est pas fini. Le M5 a un sens et doit exister pour rester à l'avant-garde ici au Mali. C'est une force de changement, c'est une force de progrès, c'est une force républicaine, c'est une force de patriotes. On ne peut pas décréter la disparition du M5.**

Oui le M5 a mené un combat juste, un combat de vision, un combat de conviction, oui le M5 est une force de changement, une force de

progrès, une force républicaine, une force de patriotes. Il l'a été dans son combat pour la fin du régime ploutocratique de IBK, et l'a été face aux trahisons des putschistes du CNSP, il le sera avec les autorités de la transition et le demeurera pour le Mali nouveau, pour les générations à venir. Il se doit de continuer ce combat de dignité pour le Mali ! Cela est d'autant plus vrai qu'à l'allure où les choses évoluent, le M5-RFP doit accepter de jouer le rôle de contre-pouvoir pour le contrôle des autorités de la transition, et pour la veille citoyenne au profit des maliens.

C'est seulement en cela que ses responsables auront honoré la mémoire des martyrs des folles journées des 10, 11 et 12 juillet dernier, tombées sous les balles de la police politique du défunt régime de IBK !

■ Yama DIALLO

Mise en œuvre de l'Accord : « Priorité de la communauté internationale ».

La réunion de la Médiation internationale sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, s'est tenue le 1er octobre dernier, au Quartier général de la MINUSMA à Bamako.

Cette réunion était présidée par l'Ambassadeur d'Algérie, SEM. Boualem CHEBIHI, en présence du Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh ANNADIF, ainsi que certains Ambassadeurs et représentants d'Organisations Internationales.

Prenant la parole, l'ambassadeur d'Algérie au Mali a déclaré que l'objet de cette réunion était de « faire le point sur l'Accord de paix, pendant cette période cruciale pour le Mali, et voir les prochaines étapes en ce moment précis, où une transition s'ouvre, avec la désignation d'un Président et d'un Premier ministre ». Il a aussi tenu à préciser que la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali est toujours « la priorité de la communauté internationale ».

Cette sortie du Chef de l'ONU traduit la préoccupation des Nations unies après le putsch militaire qui a renversé le pouvoir en place le 18 août 2020.

Pour Antonio Guterres, le vide politique est très préoccupant car il risque de retarder davantage la mise en œuvre de l'accord de paix et

du programme de réformes, déjà considérablement ralenti les mois précédents. « **J'exhorte donc toutes les parties prenantes maliennes à travailler ensemble, dans un esprit de compromis, pour créer les conditions nécessaires à une transition consensuelle et inclusive** », précise le secrétaire général.

Selon lui, une feuille de route pragmatique sera nécessaire pour assurer la continuité de l'Etat et pour créer les conditions de base pour la mise en place d'institutions démocratiques plus fortes, des règles du jeu équitable pour les élections nationales et le rétablissement complet de l'ordre constitutionnel.

Les acteurs du processus de paix ont donc tenté de relancer la mise en œuvre de cet Accord à l'arrêt depuis l'apparition du COVID-19,

en mars 2020, au Mali mais aussi et surtout au début de la crise politique avec la tenue du premier rassemblement du M5-RFP, le 5 juin 2020, pour exiger le départ du Président IBK du pouvoir.

Toutefois, les participants ont déploré l'absence de Gouvernement, malgré la désignation du Président et de son vice-président ainsi que la nomination d'un Premier ministre pour diriger la transition.

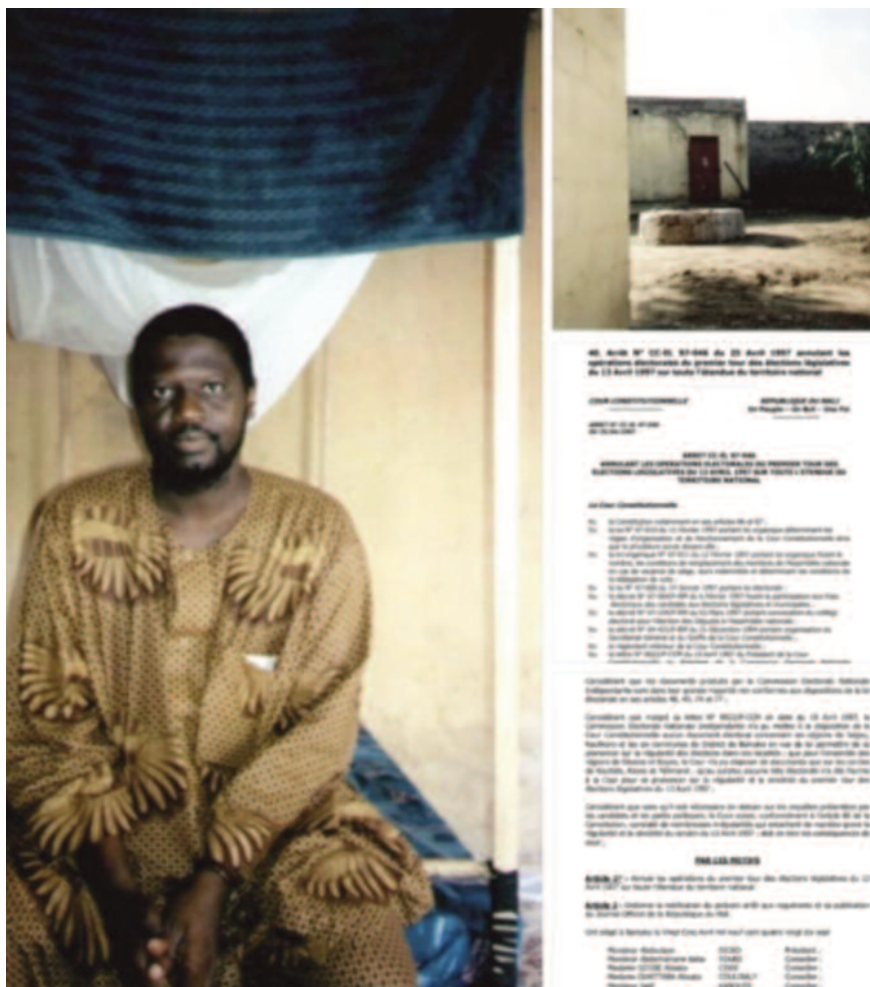
Cette rencontre intervient au lendemain de l'appel du secrétaire général de l'ONU, Antonio GUTERRES, invitant les autorités de la transition à reprendre la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 qui, dit-il, est fondamental pour la stabilité du pays, dans un rapport remis cette semaine au Conseil de sécurité. « L'accord de paix demeure le cadre pertinent pour des réformes institutionnelles urgentes, et sa mise en œuvre doit rester une priorité », a souligné le chef de l'ONU, rapporté par l'AFP.

« **Il n'y a pas d'alternative viable. J'appelle les autorités de transition à endosser l'Accord et les mouvements signataires à renouveler leurs engagements à prendre des mesures concrètes pour garantir des progrès dans la mise en œuvre de l'accord** », ajoute Antonio GUTERRES.

■ Ibrahim Sanogo



Lettre ouverte de Madame Adam Bah Konaré : Quand Maitre Mountaga Tall remet les choses dans leur contexte



■ ■ Madame Adam Ba Konaré : souvenez-vous.

Décidément certains ont la rancune tenace et ne sauront jamais se hisser à la place qui devrait être leur. Quel besoin l'ancienne première dame, Madame Adam Ba Konaré, avait besoin de dire que le M5-RFP comprend « quelques partis politiques, modérément représentatifs en termes de mobilisation électorale pour la plupart d'entre eux ». Oui, je me sens visé et je suis, peut-être avec d'autres, effectivement visé. Que dire de cette sortie pour le moins osée ?

Je ne polémiquerai pas. Je me contenterai juste de rappeler très brièvement quelques faits incontestables.

I- Sur le caractère peu représentatif des partis politiques du M5-RFP :

1- En 1997 j'ai déposé une motion de censure contre leur gouvernement pour « incapacité à proposer à l'Assemblée nationale un cadre législatif approprié pour les élections » ; en d'autres termes pour planification de la fraude électorale. Le 25 février 1997, forte de sa majorité écrasante à l'Assemblée nationale, l'Adema a rejeté ladite motion de censure. Mais le message a été clairement entendu :

48 heures plus tard l'Assemblée nationale était dissoute pour mieux organiser la fraude. Et ce jour, IBK m'a clairement menacé, en direct à la télévision nationale qui retransmettait les débats « je ferai tout pour que Me Mountaga Tall ne revienne plus à l'Assemblée nationale ». Depuis et même avant, les élections au Mali n'ont été qu'une succession de farces électorales avec un seul et même bénéficiaire sous des appellations différentes.

2- L'élection, contre vents et marées s'est néanmoins tenue et a abouti à la plus grande débâcle électorale que le Mali n'ait jamais connue. Même la très docile Cour constitutionnelle de l'époque a été obligé d'annuler l'élection sur l'ensemble du territoire nationale pour fraudes massives et absence de listes électorales.

3- Pour tout couronner, il a fallu aller dans les caniveaux pour trouver un « candidat » pour accompagner le président sortant, le mari de Madame qui s'est tapé ses 97% de voix après nous avoir mis en prison. Qui dit mieux ?

Et on ose nous parler de représentativité en termes de mobilisation électorale !

II- Sur le Général Moussa Traoré
Ensuite Madame nous parle de « de nombreux acteurs du mouvement démocratique de mars 1991- sacrilège des sacrilèges- affluer vers Moussa Traoré, prendre conseil auprès de lui... ».

Ah bon ! Mais qui donc allait régulièrement voir le dictateur président du Nigéria de l'époque Sani Abacha avant et après la pendaison de Ken Saro-Wiwa écrivain et producteur nigérian, militant écologiste et récipiendaire du prix Nobel alternatif en 1994 ? Qui a bénéficié des dons et libéralités du même Abacha ? Qui a détourné les bateaux de pétrole qu'il a donnés au Mali ?

Voyez-vous Madame, l'Histoire s'accommode mal de mémoires sélectives.

III- Sur les funérailles nationales pour le Président Modibo Keita

Enfin elle ose écrire « Il reste maintenant à organiser des funérailles nationales pour le père de notre indépendance, Modibo Kéita. Puisse-t-on m'entendre ». Certes il faut réhabiliter le président Modibo Keita. Mais pourquoi eux ne l'ont pas fait, pendant les dix (10) années passées au pouvoir à Koulibaly ? Trop c'est trop. Halte !

Me Mountaga TALL

N'DAW-OUANE : La liberté de choisir

«...Au nom du peuple malien qui ne saurait être privé de ses choix, au nom de la vérité des urnes qui doit être la seule norme en démocratie, je combattrai sans concession les scrutins aux coûts astronomiques, la fraude électorale, l'achat de voix, l'incursion de l'administration dans le processus électoral...», extrait du discours d'investiture du Président de la transition, Bah N'Daw. Bah N'Daw installe un nouveau logiciel dans la gouvernance malienne : œuvrer pour le bien commun, le bien-être et la paix pour les Maliens. Révélateur des dysfonctionnements à l'œuvre sur le territoire malien, ce discours en dit long sur le degré d'inefficacité des décisions politiques des régimes précédents. Dont un des indicateurs reste la mauvaise gestion, avec ses effets immédiats : le sentiment de rejet des politiques par les citoyens.

Bah N'Daw et Moctar Ouane ne doivent pas s'interdire de voir grand

Le Président de la transition, Bah N'Daw, ne doit pas faillir. Contrairement à son prédécesseur, IBK, dont le régime a été emporté par la crise alors que ses promesses l'avaient hissé au pouvoir. IBK n'a pas su changer le cours de l'histoire. La réponse à la crise reste une des meilleures variables pour évaluer l'action du président. Cela vaut pour Bah N'Daw, mais aussi pour son tout nouveau Premier ministre, Moctar Ouane. C'est le premier test d'envergure nationale et internationale de la capacité du duo N'Daw-Ouane à remettre le pays sur les rails de la stabilité et du développement. N'Daw et Ouane sont attendus au tournant de la bonne gouvernance, comme l'avait dit Bah N'Daw à la face du monde dans son discours d'investiture : "... je ferai tout pour que l'impunité zéro soit la norme...". Le ton est donc donné, il reste à le prouver en coordonnant les efforts avec les pays voisins et les partenaires : Barkhane, Minusma, Eutm... Dans tous les cas, il n'est plus possible de s'enfermer dans des logiques internes au détriment d'une coopération franche (d'égal à égal) pour résoudre les crises : rupture de confiance entre politiques et citoyens, sécu-



rité, etc. Pour cela, Bah N'Daw et Moctar Ouane ne doivent pas s'interdire de voir grand, car la liberté de choisir des Maliens après la transition en dépend. Surtout face à eux, les narcoterroristes (Amara : 2019) menacent et passent aux actes ignobles : crime organisé, assassinat, banditisme, vol, viol, pose de bombe artisanale, trafic de drogues...

L'appréhension de l'insécurité, l'impunité, les arrangements entre amis pour l'obtention d'un marché public, la tentation de désigner un bouc-émissaire (la faute, c'est toujours l'autre) peuvent vite devenir un terrain fertile pour l'absence de résultats, la corruption, le clientélisme dont le quidam malien est la première victime. Inexorablement, une perte de légitimité s'ensuivra.

Les mots ne suffisent plus, il faut des actes

Le changement du Mali dépend en effet des choix de gouvernance de l'exécutif. Les mots ne suffisent plus, il faut des actes. Le slogan de campagne (Le Mali d'abord) en 2013 du président déchu, IBK, a provoqué un effet pervers : mauvaise gestion, dégradation sécuritaire, crise scolaire, pullulement des groupes terroristes, rupture de confiance entre les citoyens et leurs dirigeants. Presqu'un fiasco ! Or, Bah N'Daw et Moctar Ouane, tous fins connais-

seurs des interstices du pouvoir, ont tout intérêt à changer notre système politique, bien mal en point : faible taux de participation (35 % aux dernières législatives), désintéressement des citoyens à la chose publique, circulation ostentatoire de l'argent dans les élections, etc. Il est donc temps de redonner confiance aux Maliens. Par exemple, et comme on a l'habitude de le voir au Mali, les seuls déplacements du Premier ministre à l'intérieur du pays ne suffisent plus. Pour mesurer les défis à relever, le président de la transition ne doit pas s'exempter de sillonner le Mali, commune par commune, cercle par cercle, région par région. C'est aussi une présence symbolique pour se reconnecter avec le Mali et les Maliens. Il s'agit de reconquérir et de reconstruire le pays. Et cela, sans condition.

Pour conclure, au-delà des déclarations, les initiatives et les engagements de N'Daw et de Ouane donneraient sens aux réformes de l'Etat à venir si celles-ci prennent en compte l'idée que le problème du narcoterrorisme, c'est avant tout celui de la rupture des liens entre les peuples, les territoires et les communautés. Or, ce sont bien ces liens qu'il faut retisser pour des rapports humains justes et simples pour s'assurer de l'avenir du Mali.

Mohamed AMARA
Sociologue

CNSP : « Sauveur » ou « fossoyeur » de la nation ?



Une impression de froideur, de technicité butée et, soyons un brin cynique, d'absence de sens politique est confirmée par le sens du comportement de la « junte du 18 août » dans sa tentative de libérer notre pays du goulot de sanctions de la CEDEAO qui l'étrangle à petit feu. Parfois, galvanisé par nos pulsions, on éructe contre une décision politique que l'on aurait peut-être jugée un peu moins sévèrement si l'on avait pris le temps de la respiration, de regarder froidement les bénéfices de ladite décision et d'écouter jusqu'au bout les arguments de ses promoteurs. Mais là, on a beau laisser passer les jours et les nuits, écouter ce qu'ont à nous dire Assimi et ses compagnons d'armes, rien n'y fait.

Au-delà de la non prise en compte des exigences de la CEDEAO, notamment la dissolution du CNSP, la limitation des prérogatives du vice-président de la transition aux seules questions de la défense et de la sécurité, l'im-

possibilité pour lui de remplacer le président de la transition en cas d'empêchement, la libération de tous les détenus civils et militaires et la mise à disposition de la Charte de la transition, voilà que les « sauveurs de la nation » du 18 août veulent en rajouter à la détresse du peuple. Car, depuis hier, on parlait incessamment de l'annonce imminente de la composition du gouvernement de la Transition que doit diriger le Premier ministre OUANE. Si cette annonce se concrétisait, cela aura été une énième bourde de la junte du 18 août. Et tout porte à croire que le Dr Choguel MAIGA avait eu raison tôt de parler de premier ministre « marionnette » de la junte. En effet, nommer un chef de gouvernement le samedi et publier son gouvernement deux jours après reviendrait à lui imposer le fait accompli. Tout comme ce qui est arrivé au tout nouveau président de la transition qui ne savait pas la teneur de la Charte au moment de sa nomination.

Apparemment, au vu des démarches de sortie

de crise, les militaires ne se pressent pas et semblent bien inconscients du danger qui guette notre pays. Les problèmes s'accumulent de jour en jour et indubitablement Assimi et ses compagnons d'armes seront submergés par des événements à tel point qu'ils ne sauront plus où donner de la tête. Et c'est justement ce qu'il faut éviter à tout prix. La Charte dont il est question est et demeure toujours la pomme de discorde entre, d'une part, la CEDEAO et les militaires et, d'autre part, entre le Comité stratégique du M5 et ces mêmes militaires. Pourquoi tardent-ils à la publier ? Que contient-elle réellement comme bréviaire au point de dissimuler son contenu à tout le monde ? S'ils ne font pas attention, la CEDEAO inflexible sur sa position, pourrait même ne plus reconnaître ce poste de vice-président et demander son rejet pur et simple.

Loin du compte, ce comportement de Assimi et ses compagnons du 18 août va sans doute agir comme un liquide nauséabond sur une sortie de crise encore mal maîtrisée. Ce qui est, certes, révélateur du malaise profond qui dénote de l'atmosphère peu sereine au sein même des militaires, comparable à celle qui peut bien régner dans un panier de crabes. Plus les jours passent, plus les Maliens se perdent en conjecture face à leurs faux bonds répétitifs aux conséquences incalculables pour l'économie du pays. On a toute l'impression que nos « sauveurs de la nation » tentent sciemment de minimiser l'ampleur des sanctions, son degré sur la survie des institutions surtout son impact négatif sur la masse populaire requinquée en bloc derrière leurs revendications de donner une nouvelle légitimité populaire aux institutions du pays. A force de dribbler tout le monde, Assimi et ses compagnons d'armes finiront par tomber dans leur propre piège si ce n'est déjà fait. Et il y a fort à parier le risque de ne pas avoir de soutiens puisqu'ils auront brûlé tous leurs faisceaux. Il est donc impérieux pour ces militaires de revenir au peuple et parler le même langage pour faire front commun. Et de comprendre que bien que le peuple malien soutienne leurs causes et veut réellement l'aider, sa patience a pourtant des limites et que s'ils ne prennent garde, dans ce jeu politique sans lendemain, ils seront bien plus que les « fossoyeurs » de la nation.

Mohamed Sacko

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Inondation au Mali : A qui la faute ?

Des maisons délabrées, des familles déplacées, des villages submergés, telles sont les corolaires des pluies diluviennes qui se sont abattues sur le Mali, ainsi que dans certains pays de la sous-région, en cette période d'hivernage. Dénoncée dans une de nos éditions, l'inondation devient plus inquiétante au regard de sa récurrence et l'ampleur des dégâts. Dans un pays comme le nôtre où on est majoritairement pauvre, n'y a-t-il pas lieu de repenser notre politique d'urbanisation pour mieux prévenir les inondations ?



Pour le Malien, les années se suivent et se ressemblent. Les inondations font des sinistrés, des sans-abris et des orphelins. Elles déciment souvent des villages à proximité des fleuves et même au-delà. Généralement, ce sont les populations démunies qui souffrent à longueur de journée à cause de ce phénomène récurrent à la tombée de la 1^{ère} pluie, partout, tant dans les milieux ruraux qu'urbains. Ces populations, de par leur dénuement, sont celles qui occupent les lieux incommodes à l'habitation. Ce qui fait que les conséquences des inondations sont particulièrement dramatiques. A qui peut-on imputer la responsabilité de ce mal social persistant ? Certains sociologues y ont diagnostiqué une forme de l'irresponsabilité civile. Selon la thèse du spécialiste, Dr Aly Tounkara, l'exode rural est quelque part un facteur décisif des causes d'inondations. En effet, la ville est une zone d'attraction par excellence en matière d'emplois, et d'études. Au regard de cette immense opportunité en termes d'activités économiques, certains vont vouloir s'installer pour profiter de l'aubaine. Pour cela, avec l'inexorable condition de subsistance, ils sont contraints de s'installer dans des endroits où

l'existence est précaire. D'où l'occupation des lieux où le risque d'inondation est imminent. Sous le même angle, un nanti érige un château dont une partie obstrue le lit de la rivière en réduisant le passage des eaux. L'eau, n'ayant pas d'espace suffisant, subit des débordements. Du coup, les constructions aux fondations fragiles ne résisteront pas à la montée des eaux.

Dans le même cadre, certains observateurs ont attribué ce mal à la vénalité des municipalités, pour le cas des villes. Les mairies sont considérées comme ultime coupable des incidences causées par l'eau pluviale, pour la simple raison qu'elles ont morcelé des terrains, anarchiquement, même lorsqu'ils ne sont pas aptes à habiter des personnes. Avec cette nouvelle habilitation à octroyer des parcelles aux personnes désirant s'installer, des mairies font de cette activité une véritable mine d'or. Les maires concèdent des parcelles à titre personnel sans étude préalable de la situation géographique. Soucieux de s'en mettre plein les poches, ils n'hésitent pas de fouler aux pieds les lois régissant les conditions d'octroi de parcelle aux citoyens. En tout état de cause, les rôles des municipalités sont mis

en question en tant qu'acteur majeur, proche de la communauté.

En ce qui concerne les zones rurales, à la télé et partout sur internet, des vidéos font état d'inondations dans des campagnes, en cette fin de la saison des pluies. Elle a essentiellement touché des populations rurales des pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette tendance semblerait être la norme dans nos pays, révélant les citoyens oubliés par l'Etat central. Ce n'est que dans la tragédie que les autorités nationales voire internationales pensent aux campagnards. Malgré l'existence des services publics et préfectoraux, la population capitule face à un drame incurable. L'inondation provoque chaque année, selon des sources dignes de foi, des pertes en vies humaines ; elle abîme des maisons, sans parler des récoltes. Dans toutes les thèses évoquées par les chercheurs et observateurs, le manque de politique d'urbanisation objective est à l'origine de ces désastres, puisque la plupart des villes urbaines n'ont pas de planification conséquente, en termes d'aménagement du territoire. Il y a aussi une faible activité de prévision des catastrophes naturelles.

En fait, une ville avec une croissance démographique galopante, doit faire l'objet d'une politique d'anticipation et de planification pour garantir une meilleure condition d'habitation. Elles permettent l'épanouissement à la fois des riverains et de la communauté. Par rapport à cette résolution, plusieurs villes particulières maliennes doivent être dotées d'un plan d'organisation et d'aménagement du territoire. Sans ces préalables dans les pays dans lesquels la pluviométrie est abondante, il est évident d'assister à des débordements d'eau dans des quartiers urbains.

Par ailleurs, les ruraux doivent bénéficier d'une assistance permanente de la part de l'Etat, en partenariat avec météo Mali, afin d'éviter à la population d'éventuels événements tragiques. Autrement, il s'agit d'une implication effective de l'Etat dans le processus de prévention et d'accompagnement des campagnards avant et après un désastre. Mais, malheureusement, tel ne paraît pas être le cas de nos constats sur le terrain. L'Etat, au lieu d'être au cœur de l'action, agit en sapeur-pompier lors des drames.

**Lassina Sidibé
(Stagiaire)**

Fêtes anniversaires au Mali : Entre dépravation des mœurs et escroquerie



Les Anniversaires au Mali se fêtent depuis des lustres maintenant. Mais ces derniers temps, les célébrations, dans les bars, restaurants ou appartements meublés, occasionnent des libations des jeunes qui déroutent, entre absorption de l'alcool à flot, de Chicha et de Drogue, en raison des substances hallucinogènes qui y sont monnaie courante. Depuis quelques temps, dans la capitale malienne, nombreux sont les jeunes qui s'adonnent à de multiples actes illicites, à la limite de la décence, juste pour fêter leur propre anniversaire et celui des autres. Très souvent ils se regroupent autour d'un ou de plusieurs gâteaux, s'offrent des cadeaux luxueux. Loin des proches, certains jeunes se livrent à des actes inqualifiables de dépravation des mœurs.

Pour Aminata El Bechir, une étudiante de 20 ans, son anniversaire est une occasion unique où elle trouve beaucoup de plaisir à le commémorer avec ses proches. A ses dires, très souvent elle organise une fête en grande pompe avec ses amis, histoire de se retrouver et de partager leurs délires communs, sans les nommer. En outre, elle prépare cette célébration en petit comité, qui revient ainsi moins couteuse. Elle affirme que ce moment est le plus attendu pour elle, symbolique, important, voire spécial, car avoir un an de plus est une expérience unique et constitue un mo-

ment nécessaire dans le renforcement des liens sociaux et surtout la création d'un bon album photos souvenir. Rien à redire, les activités prévues n'ont ici rien d'immorales.

Brahima Kader Ballo est cependant d'un avis contraire. Aviculteur, il estime que faire de la fixation sur un anniversaire est une perte de temps et d'argent, car celui qu'il faut remercier et glorifier est le Tout-puissant, en se faisant des douas [vœux] et des prières. Il soutient qu'il est déplorable de voir tant d'extravagances et de gaspillages en une seule journée, car il ne se rappelle son anniversaire que lorsqu'on lui envoie un message sur son compte Facebook.

Loin de cette sagesse, on retrouve une personne qui y puise de l'extase et qui pense que c'est un moment indispensable et une nouvelle source de jouissance financière aux dépens des différents prétendants.

C'est l'avis de MK, une jeune caissière de supermarché et aussi, hélas, du plus grand nombre de jeunes de nos jours, comme on a pu le constater. Elle affirme que « l'impossible est possible » un jour d'anniversaire, car elle organise une très grande fête dans un très joli restaurant, ou dans un appartement meublé et loué pour la circonstance, le tout dans une « chaude » ambiance tamisée, sur fonds musical « endiable ».

MK soutient, qu'en ce qui la concerne, toutes les dépenses sont prises en charge par son copain et que dans le cas contraire elle s'offre de nouvelles rencontres lui permettant d'assurer la tenue de sa soirée et les victuailles qui agrémenteront la soirée. MK va plus loin, elle affirme que parfois ses amies elle inventent un anniversaire « imaginaire », occasion de soutirer d'importantes sommes au nouvel amant, sous le prétexte d'assurer les dépenses liées à la commémoration dudit anniversaire. Souvent, elles reçoivent des cadeaux très luxueux (moto, téléphone, iPhone ou même de nouveaux habits) qui leurs permettent d'être au-devant de la scène et de paraître mieux que les autres filles de leur génération.

« Je dois faire en sorte que cette journée soit à la fois spéciale et inoubliable », a-t-elle conclu. Pour le sociologue Bamoussa Coulibaly, les fêtes d'anniversaire s'ajoutent désormais aux événements sociaux majeurs dont la célébration occasionne des dépenses et des excès surtout pour la jeunesse. Pour lui, les anniversaires sont en train de ravir la vedette aux activités traditionnelles de réjouissance dans la population juvénile.

De nos jours ce qui est inquiétant, c'est l'ampleur que prend de plus en plus cette célébration dans un contexte de crise économique, qui frappe surtout les moins de 40 ans confrontés au chômage et à la précarité. La grande majorité de ceux-là sont des jeunes scolaires et des universitaires et souvent pour avoir de l'argent certains sont prêts à signer un « pacte » avec le diable.

Ce qui peut réserver des surprises désagréables les lendemains de fêtes. Il conclut que cela est dû pour une grande part à l'influence des feuilletons occidentaux, surtout ceux d'Amérique du Sud et aux réseaux sociaux comme Facebook, qui rappellent les dates et attirent l'attention de toute la chaîne des relations sur l'anniversaire d'un ami commun. Sans compter que cela peut parfois entraîner une concurrence ou une rivalité entre les jeunes et mener très loin dans la dépravation des mœurs ou pis à des actes crapuleux pour assouvir des instincts inassouvis et condamnables.

Awa Doumbia Stagiaire
Source: l'Indépendant

Présidentielle 2020 : La Fondation Kofi Annan appelle ADO à engager un dialogue national inclusif

A un mois de la présidentielle en Côte d'Ivoire, la Fondation Kofi Annan appelle à engager un dialogue national inclusif.

La Côte d'Ivoire prépare son élection présidentielle du 31 octobre 2020. Ces élections constitueront une étape importante dans le développement du pays. Ils doivent être libres et équitables et la course électorale doit rester pacifique pour que le résultat soit largement accepté par le peuple ivoirien.

C'est possible, mais pas acquis. Côte d'Ivoire 2020 n'est pas Côte d'Ivoire 2010 mais le risque d'une nouvelle confrontation dans le pays est réel. Le moment est venu pour une action préventive.

Le conflit post-électoral de 2010-2011 a fait plus de 3 000 morts et causé d'importants dégâts économiques. Le courage et la détermination des Ivoiriens ont permis au pays d'accomplir une reprise remarquable et de

faire de réels progrès dans le développement économique et social.

Cependant, les blessures de la Côte d'Ivoire ne peuvent être guéries par la seule croissance économique. Alors que la pandémie paralyse l'économie, ils reviennent sur le devant de la scène. En l'absence de justice pour les atrocités passées et de réconciliation nationale effective, l'atmosphère politique reste tendue.

Les signes avant-coureurs sont clairs. Dans un contexte de méfiance et de controverse sur la légitimité de la liste électorale, l'indépendance de la commission électorale et l'exclusion de certains dirigeants politiques de la course, il y a eu une montée des discours de haine et des affrontements le long de lignes de fractures ethniques et religieuses. Les conflits ne sont pas inévitables, mais des mesures de confiance essentielles sont indispensables et urgentes.

-Nous appelons le peuple ivoirien à ignorer les appels des sirènes de ceux qui essaieraient de les manipuler avec des appels à la politique identitaire qui divise.

- Nous appelons la classe politique ivoirienne à faire preuve de conscience de sa responsabilité historique et de son engagement pour la paix et la stabilité. Les prisonniers politiques doivent être libérés, la liberté d'expression et de mouvement garantie et les droits de tous les citoyens protégés.

-Nous appelons le Président de la République et tous les acteurs politiques à engager un dialogue national inclusif, à travers lequel les partis politiques et les représentants de la société civile peuvent créer les conditions nécessaires pour garantir la confiance dans les élections. Immédiatement après les élections, la Côte d'Ivoire devrait entamer des réformes de son système politique et de son environnement électoral pour consolider la paix et la stabilité.

-Enfin, nous appelons la communauté internationale, les Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à travailler avec les dirigeants et le peuple de Côte d'Ivoire pour garantir une issue pacifique et largement acceptable à la élection.

Il est maintenant temps d'agir.





APPEL POUR DES ELECTIONS PACIFIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

POUR DIFFUSION IMMEDIATE : 30.09.20

La Côte d'Ivoire se prépare à l'élection présidentielle du 31 octobre. Ces prochaines élections constitueront une étape importante dans le développement du pays. Elles doivent être libres et équitables et la course électorale doit rester pacifique pour que les résultats soient largement acceptés par le peuple ivoirien.

C'est possible, mais ce n'est pas donné. La Côte d'Ivoire en 2020 n'est pas la Côte d'Ivoire en 2010 mais le risque d'une nouvelle confrontation dans le pays est réel. Le moment est venu de prendre des mesures préventives.

Le conflit post-électoral de 2010-2011 a fait plus de 3 000 morts et causé des dommages économiques importants. Le courage et la détermination des Ivoiriens ont permis au pays de connaître une reprise remarquable et de réaliser de réelles avancées en matière de développement économique et social.

Toutefois, la croissance économique à elle seule ne suffit pas à panser les plaies de la Côte d'Ivoire. Alors que la pandémie paralyse l'économie, elles reviennent sur le devant de la scène. En l'absence de justice pour les atrocités passées et de vraie réconciliation nationale, le climat politique reste tendu.

Les signes d'alerte sont clairs. Dans un contexte de méfiance et de controverse sur la légitimité des listes électorales, l'indépendance de la commission électorale et l'exclusion de certains dirigeants politiques de la course, on constate une augmentation des discours haineux et des affrontements le long de lignes ethniques et religieuses. Le conflit peut être évité, mais des mesures sont indispensables et urgentes pour rétablir la confiance.

>> Nous appelons le peuple de Côte d'Ivoire à ignorer les voix de ceux qui tenteraient de le manipuler par des appels à une politique de division identitaire.

>> Nous appelons la classe politique ivoirienne à démontrer qu'elle a conscience de sa responsabilité historique et son engagement en faveur de la paix et de la stabilité. Les prisonniers politiques doivent être libérés, la liberté d'expression et de circulation doit être garantie et les droits de tous les citoyens doivent être protégés.

>> Nous appelons le Président de la République et tous les acteurs politiques à engager un dialogue national inclusif, grâce auquel les partis politiques et les représentants de la société civile pourront créer les conditions nécessaires pour assurer la confiance dans les élections. Immédiatement après celles-ci, la Côte d'Ivoire devrait engager des réformes de son système politique et environnement électoral pour consolider la paix et la stabilité.

>> Enfin, nous appelons la communauté internationale, les Nations Unies, l'Union Africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à collaborer avec les dirigeants et le peuple de Côte d'Ivoire pour garantir aux élections une issue pacifique et largement acceptée.

Le moment est venu d'agir.

Voir page suivante pour la liste des signataires

P.O.B. 157, 1211 Geneva 20, Switzerland
Tel: +41 22 919 7520
Email: info@kofiannanfoundation.org
www.kofiannanfoundation.org

1

Signataires:

- **Ruth Dreifuss** - ancienne conseillère fédérale et présidente de la Confédération suisse; membre du panel Kofi Annan de personnalités distinguées pour l'Intégrité Electorale
- **Bert Koenders** - ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas; ancien représentant spécial et chef de mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire; membre du panel Kofi Annan de personnalités distinguées pour l'Intégrité Electorale
- **Carlos Mesa** - ancien président de la Bolivie; membre du panel Kofi Annan de personnalités distinguées pour l'Intégrité Electorale
- **Olusegun Obasanjo** - ancien président du Nigeria
- **José Manuel Ramos-Horta** - ancien président du Timor-Leste; lauréat du prix Nobel de la paix; membre du panel Kofi Annan de personnalités distinguées pour l'Intégrité Electorale
- **Elhadj As Sy** - président du conseil d'administration de la Fondation Kofi Annan; coprésident du Conseil mondial de suivi de la préparation (GPMB); ancien secrétaire général de la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

NOTES A LA REDACTION

> A propos de la Fondation Kofi Annan :

La Fondation Kofi Annan est une organisation indépendante à but non-lucratif qui œuvre pour promouvoir une meilleure gouvernance mondiale et pour renforcer les capacités des peuples et des pays à construire un monde plus juste et plus pacifique. Elle a été fondée en 2007 par Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies.
www.kofiannanfoundation.org

> Contacts :

Médias & relations presse
T: +41 (0)22 919 75 56
media@kofiannanfoundation.org

Sébastien F. Brack, Directeur Programme - Démocratie & Elections
brack@kofiannanfoundation.org

Corinne Momal-Vanian, Directrice Exécutive
momal-vanian@kofiannanfoundation.org

P.O.B. 157, 1211 Geneva 20, Switzerland
Tel: +41 22 919 7520
Email: info@kofiannanfoundation.org
www.kofiannanfoundation.org

2

Présidentielle en Guinée Conakry : Les Nations unies et la Maison de la presse présentent un projet d'appui aux médias

Samedi 03 octobre, dans un réceptif hôtelier de Conakry, le président du Conseil d'administration Amadou Tham Camara a procédé à une présentation succincte du « Projet d'appui aux médias guinéens pour une élection présidentielle transparente et apaisée ».

Initié par la Maison de la presse, ce projet de plus de 78 mille dollars est soutenu par le bureau des Nations pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le bureau du coordinateur résident du Système des Nations unies en Guinée.

La cérémonie de lancement a donc connu la participation de Mohamed Ibn Chambas, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en mission à Conakry depuis le 30 septembre. Félicitant l'initiative, le diplomate onusien a déclaré que « le rôle de médias est primordial » dans un processus électoral apaisé, pacifique et transparent. Surtout que le contexte électoral guinéen marqué par un risque de violences inter-communautaires a déjà enregistré des propos malveillants et des incidents en ce moment de campagne. « Nous nous retrou-

vons aujourd'hui car nous voulons que les médias, tout en continuant d'informer, influencent les attitudes et comportements des Guinéens pour des élections pacifiques. Les Nations unies demandent instamment à la presse de s'abstenir d'être la courroie de transmission des discours et messages de la haine », a dit Mohamed Ibn Chambas.

Le projet consiste notamment à mettre en place un système de monitoring visant à prévenir toute forme de violence électorale avant, pendant et après le scrutin du 18 octobre 2020.

« Le travail consistera à traquer les fausses nouvelles, les nouvelles tendancieuses, les discours de haine, que ce soit dans les radios privées (notamment dans les émissions interactives) ou sur les sites internet et les réseaux sociaux. Il y a un travail en amont qui va être fait à travers le réseau social le plus célèbre qu'est Facebook... Il y aura donc un mécanisme pour pouvoir bloquer les messages haineux [sur Facebook]. A côté de cela, il va avoir des réponses adéquates, sous forme d'informations correctives, aux fausses nouvelles et qui vont être diffusées sur les canaux que dis-

pose la Maison de la presse (plus de 500 médias) », a expliqué Amadou Tham Camara, président du Conseil d'administration de la Maison de la presse de Guinée. Avec le projet, ce ne sont plus les auditeurs qui vont appeler dans les émissions interactives à grande écoute, mais plutôt les radios qui appelleront les auditeurs. « Cela permet de limiter un tant soit peu, les messages pollués », a précisé Amadou Tham Camara.

Selon Amadou Tham Camara, des messages de paix vont être conçus et enregistrés dans au moins quatre langues du pays pour diffusion dans les radios rurales du pays.

Le coordinateur Résident du système des Nations unies en Guinée, le Représentant du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et la commissaire aux affaires politiques de l'Union Africaine sont également intervenus au cours de cette cérémonie à laquelle ont pris part des représentants des associations de presse en Guinée, de la HAC (Haute Autorité de la Communication) et du ministère de la Communication. Le premier, monsieur Vincent Martin, a surtout salué la dextérité de la Maison de la presse pour sa vigilance sur la question de la paix en cette période électorale.

Patrice Vahard, Représentant du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en Guinée, a émis l'idée de poursuivre le partenariat pour que la presse soit le canal de communication dans d'autres actions communautaires du Système des Nations unies.

« Je voudrais féliciter les Nations unies pour ce programme. Ce programme qui complète vraiment le travail que nous sommes en train de faire », dira pour sa part la commissaire aux Affaires politiques de l'UA, Minata Samaté, qui a expliqué sa présence à cette cérémonie par les accords de coopération que l'institution panafricaine a signés avec les Nations unies sur les questions de paix, de sécurité, de gouvernance et de développement.



PAP 2A : Après les conséquences du Covid-19 et la chute de la croissance 14 712 milliards pour relancer l'économie



PAP 2A - Après les conséquences du Covid-19 et la chute de la croissance 14 712 milliards pour relancer l'économie

Passer de la résilience à la relance, de la défense à l'attaque. C'est le mot d'ordre du président de la République qui présidait hier à Diamniadio le Conseil présidentiel sur la relance de l'économie durement impactée par le Covid-19.

Dans le monde d'après Covid-19, le Sénégal veut retrouver sa situation d'avant. Pour relever sa croissance économique qui est projetée 0,7% à la fin de l'année, l'État cherche 14 712 milliards dans le cadre de la relance économique contenu dans le Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré Pap 2A. L'annonce a été faite hier par le président de la République fixant la période de sa mise en œuvre entre 2019 et 2023. Macky Sall, attend à terme "un taux de croissance moyen de 6,1% et un déficit budgétaire de 4,5%". "Passer de la résilience à la relance, de la défense à l'attaque", a déclaré le chef de l'État au Centre de conférences Abdou Diouf de Diamniadio lors du Conseil présidentiel consacré à la relance de l'économie.

D'après les projections du Président Sall, la

mise en œuvre du Pap 2A permettra de retrouver "une croissance de l'ordre de 5,2% l'année prochaine, en 2021". Il ajoute : "On travaille. Sur la période 2019-2023, le Pap requiert un financement de 22 milliards 400 millions de francs CFA d'euros dont le tiers est attendu du secteur privé avec la hausse de 50% du budget de la présente campagne agricole qui est passé entre 2019 et 2020, de 40 à 60 milliards de francs CFA, malgré la pandémie. Cette année on va vers un hivernage pluvieux." Devant les partenaires du Sénégal, Macky Sall a livré ses attentes au secteur privé national et étranger. "Nous attendons la mobilisation du secteur privé national et étranger dans le Pap 2A. Cette contribution est attendue à hauteur de 4 770 milliards de francs CFA sur la période d'ici 2023. C'est 39% des investissements à réaliser sur la période du Pap 2A", a révélé le président de la République.

Accès au foncier : Macky accuse une certaine Société civile

Pour des performances économiques capables de relancer l'économie, le chef de l'État mise beaucoup sur l'agriculture. Mais il faudra selon lui régler le problème de l'accès au fon-

cier. Macky Sall accuse une certaine Société civile qui chaque fois, d'après lui, cherche à jeter de l'huile sur le feu lorsque survient un litige foncier quelque part. "Pour l'accès au foncier, il y a une certaine société civile qui participe au blocage. Ce n'est pas toute la société civile mais il y a des activistes. Chaque fois, qu'il y a un problème quelque part, c'est de notoriété publique, on est dans les réseaux sociaux, on crie comme des loups, on amplifie et on bloque les problèmes", pointe le président de la République. Or, souligne-t-il, l'on ne peut faire de l'agro-business si la question de l'accès au foncier n'est pas réglée. "Il ne s'agit pas de dire qu'il faut déposséder Jean pour habiller Paul mais il faut que l'État trouve un foncier pour l'agrobusiness. Il ne faut pas venir aussi là où on a mis de l'irrigation pour les populations et le bousculer", explique-t-il.

Pour M. Sall, il va falloir définir des zones, les aménager en relation avec le secteur privé pour développer une agriculture et un élevage à haute valeur ajoutée. "C'est ce qui permettra d'avoir l'autosuffisance. Nous avons mis les moyens qu'il fallait mais nous avons des facteurs limitant dont le foncier et les aménagements", note Macky Sall.

Meilleur buteur africain en Angleterre : Qui de Salah ou Mané va effacer des tablettes Drogba cette saison ?

Mohamed Salah et Sadio Mané ont un grand record à aller chercher cette saison en Premier League. Effacer définitivement des tablettes Didier Drogba qui est l'actuel meilleur buteur africain en Angleterre. Durant son passage en Premier League,

Drogba a laissé une trace indélébile. Auteur de 104 réalisations, l'ex-capitaine des Éléphants est l'actuel meilleur artificier africain dans le championnat anglais. Un record qui pourrait tomber cette saison. Puisque Salah et Mané sont plus proches de ce chiffre mythique.

Auteurs de trois buts chacun cette saison, Mohamed Salah et Mané sont désormais en concurrence pour ce record. Le Pharaon est à 26 buts d'égaliser ce record (78 buts) et 27 pour le battre. Tandis que le Sénégalais est à 18 buts pour écrire plus son nom en lettre d'or tant en Afrique que dans le royaume anglais. Actuellement, il est à 87 réalisations. Salah et Sadio Mané ont encore 35 journées pour rentrer dans l'histoire. Le record est désormais à portée de main pour les deux joueurs de Liverpool. Les 104 buts de Didier Drogba sont en danger. Vont-ils battre ce record ? Réponse à cette interrogation à l'issue de la saison 2020-2021.

Afrique Sports





Équipe nationale de football : Magassouba évasif sur la convocation de Doucouré et Adama Traoré

Détenteur de 6 points au même titre que la Guinée dans le groupe A éliminatoire de la Can Cameroun 2022, le Mali prépare ses deux prochaines sorties en novembre. Avant de se mesurer à la Namibie (en double confrontation) pour le compte des 3e et 4e journées éliminatoires, le sélectionneur des Aigles, Mohamed Magassouba, effectuera d'abord une revue de troupe contre le Ghana et l'Iran en rencontres amicales prévues pour les 9 et 13 octobre prochaines en Turquie. Sur une liste de 31 présélectionnés, la possibilité de voir deux joueurs rejoindre le nid fait débats à tel point que l'entraîneur s'est même montré évasif sur la question.

En vue d'une double confrontation en match amical devant se jouer en Turquie contre le Ghana et l'Iran (les 9 et 13 octobre), le sélectionneur des Aigles du Mali, Mohamed Magassouba, a publié, le lundi der-

nier, une liste de 31 joueurs présélectionnés dont deux binationaux également convoités par leur pays de naissance. Il s'agit du Franco-malien Abdoulaye Doucouré (Everton) et de l'Hispano-malien Adama Traoré (Wolverham-

ton). Après un temps énorme de tergiversation de leur part, les supporters des Aigles croient peu à une possibilité de voir ces joueurs en question avec l'équipe nationale du Mali. Toute chose qui a amené l'ensemble des journalistes présents à la conférence de presse à demander au sélectionneur s'il a réellement eu l'aval de Doucouré et Traoré avant de les présélectionner. Loin d'être convaincant, Mohamed Magassouba a donné une réponse évasive. "Adama Traoré n'a pas encore disputé la moindre minute avec la sélection espagnole. Ce qui veut dire qu'il reste toujours sélectionnable pour le Mali. Tant qu'il n'a pas déclaré qu'il ne jouera pas avec le Mali on va continuer à le convoquer. D'ailleurs l'équipe nationale reste ouverte à tous les Maliens", a-t-il répondu avant d'ajouter au sujet d'Abdoulaye Doucouré, "nous l'avons convoqué. Il reste maintenant à savoir s'il va répondre à cette convocation".

Alassane Cissouma
Source: Mali Tribune



Bélier (21 mars - 19 avril)

Même si cela ne sera pas votre fort, la patience sera de rigueur. Ne menez que des actions résolues qui vous permettront de redémarrer d'un bon pied et de tourner la page sur les problèmes relationnels du passé. Vous devrez composer avec vos collègues.

Le domaine financier sera toujours un sujet avec lequel vous serez fâché. Tous ces chamboulements, ces imprévus auront raison de votre zen attitude, car vous aimeriez bien penser à autre chose et de ne plus devoir être sur la brèche en permanence.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous manquerez d'objectivité vis-à-vis des dossiers qu'il vous faudra traiter. Du coup, vous pourriez commettre des erreurs et refuser de l'admettre. Mercure rendra difficile le dialogue et vous poussera dans vos retranchements. Évitez de vous entêter devant les évidences.

Vous pourriez clôturer un placement, une assurance vie pour confier votre épargne au premier venu. Uranus perturbe votre jugement et vous incite à agir sans réfléchir. Prenez conseil auprès de personnes de confiance avant tout et reportez vos décisions.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des affinités avec un collègue peuvent vous donner une bonne adresse pour quitter votre poste actuel et vous repositionner. Des formations sont à venir avec des étapes et vous devez faire preuve de persévérance. Gardez confiance en vous pour votre carrière.

Vous avez envie de vous faire plaisir, mais les choses s'en tiennent là. Vous constatez que votre revenu est insuffisant. La vie que vous menez vous oblige à dépenser beaucoup pour faire face aux charges. Le loyer et les factures sont vos priorités.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

En public, vous serez plutôt bon, que ce soit avec des clients ou des collègues. Vos échanges professionnels seront fructueux et vous permettront d'avancer dans la bonne direction. Vous y gagnerez un temps précieux pour vous et pour votre entreprise.

L'envie de faire quelques emplettes vous passera très vite en regardant vos factures à payer pour le mois à venir. Même si vous pouvez vous offrir quelques extras, vous attendrez un peu, au cas où une tuile vous tomberait sur le coin de la tête.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre personnalité met en confiance les collègues et votre présence est recherchée pour motiver. Cette positivité retentit sur vos tâches et vous pouvez finaliser un projet professionnel plus vite que prévu. Un supérieur hiérarchique peut vous valoriser.

Il règne cette ambiance de dépenses autour de vous, amis comme proches peuvent vous lancer des recommandations pour limiter les frais. Vous êtes encore sensible aux belles choses et si vous faites du shopping, fixez-vous des limites pour freiner les achats.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ferez preuve d'une grande concentration, ce qui vous permettra de plonger sur les dossiers nécessitant minutie et précision. Pour un maximum d'efficacité, isolez-vous des autres afin d'éviter toute forme de distraction.

Cette journée ne devrait pas poser de souci dans le domaine financier. Vous serez méticuleux dans vos comptes, comme à votre habitude et peu disposé à prendre des risques. Un mois qui commence bien, même si vous avez un peu de mal à vous sécuriser.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez avoir des moments de pause bienfaisants, car la fatigue vous rend peu productif. Saturne et Pluton en Capricorne vous placent des enjeux qu'il faut dépasser. Vos supérieurs hiérarchiques ont la possibilité de vous imposer des responsabilités.

Il peut vous manquer de l'argent pour les distractions et vous en êtes conscient. Heureusement, votre sagesse permet de bien gérer la trésorerie. Si vous faites du shopping, vous pouvez être attiré par des articles chers, haut de gamme, sans les acheter.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Rien n'échappera à votre sagacité et vous saurez tirer le meilleur parti de vos idées, et même de celles des autres que vous saurez retravailler pour les façonner à votre manière. Vous serez très content et fier de vous, car on vous félicitera ardemment.

Si à première vue, tout vous semblera trop beau pour gagner des euros, vous examinerez cette affaire de plus près avant de conclure qu'il y aura une opportunité à saisir. Vous l'attraperez au vol et vous ne lâcherez pas, tout en étant fin stratège.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Là aussi, le duo Mercure/Mars a son rôle à jouer. Il vous donne la force et la motivation pour travailler d'arrache-pied si vous visez une promotion. Vous saisissez la moindre occasion de démontrer vos compétences. L'étranger peut avoir une importance dans ce projet.

Si vous avez lancé une affaire, vous pressentirez les bonnes actions à mener pour qu'elle prospère et vous permette d'en vivre correctement. Vous saurez saisir les plans avantageux et tirer profit de vos choix.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ne prenez pas les choses trop à coeur. La Lune au carré de Neptune vous rend hypersensible et la moindre remarque prendra d'énormes proportions. C'est dommage, car vous serez plutôt performant dans votre travail. Relativisez et ne prenez pas tout mal.

Le mois est à peine commencé que vous stressez déjà sur vos comptes. Au lieu de vous inquiéter à tort, reprenez votre budget, factures, prélèvements et vérifiez que tout est en ordre. Vous verrez que ça permettra de vous rassurer. Au moins pour un petit moment.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un collègue peut vous donner une adresse vous entraînant vers une nouvelle direction. C'est le moment de prendre des risques. Ces derniers sont liés aux revenus suite à ce changement désiré. Le poste à venir peut demander à coopérer avec une équipe.

Vous regrettez de dépenser une trésorerie qui était destinée à tout autre chose. Mars en Lion ne vous laisse pas beaucoup de répit dans les économies. Elles sont presque impossibles à réaliser ou sont maigres. L'argent qui s'envole finit par vous stresser.



Poisson (19 février - 21 mars)

Pluton vous accordera un pouvoir de décision extrêmement efficace. Une autorité naturelle vous habitera et vous facilitera la tâche. Fixez-vous des objectifs précis, car plus vous serez carré, plus vous serez à même de les atteindre sans plus d'efforts.

Vous faire du souci sur des factures à venir ne fera pas rentrer les euros. Si vous êtes un peu juste côté finances, vous devriez trouver un arrangement avec vos débiteurs ou quelques heures supplémentaires vous permettront d'être moins pris à la gorge.

TOMBOLA NISONDIA



SPiRiT

Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.